

Jacques GREFFULHE
Avocat à la Cour d'Appel
Attaché au Parquet général
NIMES



La Réforme du droit de correction paternelle

Décret-loi du 30 Octobre 1935



A. LARGUIER, imprimeur
NIMES
39, Rue Emile-Jamais, 39
—
1936

Jacques GREFFULHE
Avocat à la Cour d'Appel
Attaché au Parquet général
NIMES

La Réforme du droit de correction paternelle

Décret-loi du 30 Octobre 1935



A. LARGUIER, imprimeur
NIMES
39, Rue Emile-Jamais, 39.
—
1936



La Réforme du droit de correction paternelle

Décret-loi du 30 Octobre 1935





Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie Politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSSET, Agrégé d'Histoire du Droit.

LEMERCIER, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, Chargé de Cours de Droit Civil.

VALÉRY, Doyen honoraire.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

Membres du Jury :

MM.

BEQUE, Président

MORIN, doyen, professeur de Droit Civil.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Introduction

GÉNÉRALITES

Le droit de correction est un attribut de la puissance paternelle qui confère au père sur la personne de son enfant un pouvoir différent suivant les époques et les législations. Il lui permet de faire respecter son autorité et il facilite ainsi sa tâche. En effet la mission des parents consiste sans doute et tout d'abord à élever leurs enfants mais un autre devoir s'impose à eux, que parfois de nombreuses familles ne conçoivent pas, l'éducation intellectuelle et morale de ces petits êtres sur lesquels les influences les plus diverses peuvent se faire sentir, l'éloignement de toutes les tentations qui environnent actuellement l'enfance constituent un noble but. Il ne suffit pas de donner à la société des hommes bien portants mais des citoyens courageux et dévoués, vertueux et honnêtes. C'est pour atteindre ce résultat que le code civil a mis entre les mains du chef de famille une arme dont ce dernier ne devra se servir qu'à toute extrémité mais qui ne lui en est pas moins utile pour remplir sa mission.

L'Etat a tout intérêt à voir la puissance paternelle raffermie et respectée car c'est par l'éducation bien pratiquée dans chaque intérieur que se forment les bonnes générations de l'avenir et la société, qui n'est que la réunion des familles se trouve par là même intéressée à leur conservation et à leur tranquillité, le sort de la famille et celui de l'état sont intimement liés. Aussi la société a-t-elle le droit de contrôler la formation de ces futurs citoyens, mais dans quelles limites ?

Une première opinion, individualiste, invoquant avant tout le point de vue philosophique, ne peut reconnaître au père l'abdication des droits et devoirs qu'il détient de la puissance paternelle ; celle-ci lui appartient du

fait de la génération, il a donc sur son enfant un droit certain, il est le dépositaire de l'autorité la plus sacrée le meilleur protecteur de son enfant, le meilleur juge de son intérêt. Et quand ce père demande à l'Etat d'être déchargé d'un devoir qui lui incombe, il est choquant de voir celui accepter une mission qui tend à désorganiser la famille. De deux choses l'une, ou l'enfant a commis un acte répréhensible au point de vue pénal et se trouve comme tel passible d'une condamnation, ou il n'a que de mauvais instincts, des habitudes vicieuses, et c'est au père qu'incombe et qu'on doit laisser le soin de les réprimer. Cette théorie accorde donc au père un pouvoir absolu, sans contrôle, pour l'éducation de ses enfants.

Elle s'oppose à la théorie de la puissance paternelle, fonction sociale, qui ne reconnaît au père comme droits que ceux délégués par la puissance publique. La Nation seule doit diriger l'enfant, le père n'est que son représentant, il doit éduquer l'enfant selon les directives imposées par l'Etat qui peut retirer la mission confiée aux parents d'élever leurs enfants. C'est ce principe qui a inspiré la législation des Soviets en Russie.

Entre ces deux systèmes, nous en trouvons un troisième, intermédiaire. La puissance paternelle appartient au père, mais elle doit être utilisée dans l'intérêt de l'enfant, en vue de son développement physique, moral et intellectuel. Mais l'Etat est directement intéressé à la formation du jeune citoyen. Cependant son ingérence doit être complémentaire, supplétive de l'impuissance ou de la carence paternelle. Ce qui est le plus souhaitable, c'est la collaboration intelligente et souple de l'Etat et de la famille.

Quand un père, se disant impuissant devant les écarts de son enfant, vient demander à l'Etat son concours, il vient de lui-même céder son droit à la puissance publique, c'est lui qui vient au devant d'elle.

Quand un père se désintéresse de son enfant, il n'exerce pas son droit. Si l'intérêt de l'enfant en souffre la puissance publique se substitue au père pour exer-

cer ce droit. Par ce geste qui tend à sauvegarder l'intérêt de l'enfant, elle inflige en même temps une sanction au père qui a manqué à ses devoirs.

Cette théorie quoique intermédiaire, est indéfiniment extensible ; elle est mise en pratique dans la plupart des législations modernes dans le sens d'une intervention toujours plus active de l'Etat. Elle tend à se rapprocher ainsi de la deuxième théorie, mais elle s'en distingue par son but, l'intérêt de l'enfant, et non celui de l'Etat.

Une vue rapide des législations qui nous ont précédés va nous montrer comment de l'autorité absolue du *pater familias* romain, application de la première théorie, nous arrivons avec le droit intermédiaire au contrôle de la puissance publique et à l'application partielle du troisième système. Le code civil marquera ensuite un mouvement de recul.

DROIT ROMAIN

La société romaine repose sur la famille qui est un groupe cohérent, solidement organisé sous la direction d'un chef tout puissant, le *pater familias*. Le *pater familias* est au sens technique, par opposition aux *fili familias* et aux autres personnes *alieni juris*, soumises à l'autorité d'autrui, l'homme *sui juris*, qui n'est soumis à l'autorité de personne, le chef de maison, *is qui in domo dominium habet*. Il peut donc ne pas avoir d'enfant, être un nouveau né. Cela ne l'empêchera pas d'être chef de maison, *pater-familias*, s'il n'est sous la puissance de personne (1).

Il exerce, sa vie durant, sur toutes les personnes qui lui sont soumises la *potestas*, *dominica potestas* et *mancipium* sur les esclaves, et les personnes libres momentanément placées dans une condition quasi servile, *manus* sur la femme mariée, *patria potestas* quand il s'agit des enfants et petits enfants.

(1) Girard. — Manuel élémentaire de Droit Romain, p. 134.

Pour qu'un homme soit *pater familias*, il n'est pas nécessaire qu'il soit marié, ni qu'il ait des enfants. Le célibataire, l'homme marié sans enfant, l'enfant en bas âge lui-même s'il n'a pas de pater, sont *patres familias*. L'idée de puissance est indépendante de celle de paternité, elle est intimement liée à l'idée de foyer domestique, de la *domus*. C'est pourquoi la puissance paternelle n'appartient jamais qu'à l'homme, seul assez fort pour commander et pour protéger. La femme trop faible pour se défendre et à plus forte raison pour défendre autrui, n'en est jamais investie, elle n'a aucun pouvoir sur ses propres enfants.

La puissance paternelle s'exerce sur les enfants de famille des deux sexes, c'est-à-dire les enfants du pater et ses petits enfants, ou arrière petits enfants, nés de ses fils, *nepotes ex-filio*; elle est perpétuelle, dure jusqu'à la mort du pater quel que soit l'âge de celui qui y est soumis ; toutes les restrictions apportées plus tard aux droits du pater, toutes les améliorations faites par la loi à la situation du fils de famille laissèrent intacte la perpétuelle minorité de l'enfant. Les Romains ne connurent jamais cette époque appelée majorité qui rend le fils de famille maître de ses droits et de sa personne.

La puissance paternelle contient évidemment comme attribut le droit de correction qui a atteint, dans le droit romain, son apogée. En effet le pater possède ce droit à son plus haut degré ; véritable magistrat au sein de la famille, il peut édicter des peines, il a un pouvoir de haute justice, il est à la fois roi, prêtre et magistrat, suite logique du système unitaire qui faisait de la famille romaine un tout indivisible ayant une seule âme. « De toute la famille, dit Fustel de Coulanges (1), il n'y avait que le père qui put paraître devant le tribunal de Tacite ». La justice n'existait que pour lui. Si la justice pour le fils et la femme n'était pas dans la cité, c'est qu'elle était dans la maison. Leur juge était dans la famille siégeant comme un tribunal en vertu

(1) Cité Antique, livre III, chap. II.

de son autorité maritale et paternelle au nom de la famille et sous les yeux des autorités domestiques. Entre un père et un fils, un mari et une femme, on ne tolérerait l'entremise d'aucun pouvoir étranger. Il y a là un pouvoir juridictionnel exercé par le pater sur les membres de sa famille, il peut faire emprisonner ses enfants, il y a sur eux le droit de vie et de mort « *potestas vitæ necisque* ». Et cette puissance qui étymologiquement est le pouvoir de celui qui protège et qui ne devrait se manifester que pendant le temps assez court où les enfants en ont besoin dure jusqu'à la mort du pater ; cette permanence atteste bien qu'elle n'est pas instituée en faveur des enfants de famille mais dans l'intérêt du groupe familial.

Cependant cette rigueur a subi au cours de l'histoire romaine des atténuations successives. Après la loi des XII Tables, la puissance du pater, à l'origine perpétuelle, put s'éteindre grâce à une règle que Gaius attribue aux duumvirs : désormais, trois mancipationes effectuées, le fils deviendra libre et le père sera déchu de la puissance paternelle. Mais l'émancipé, juridiquement exclu de la famille, est déchu de tous les droits dérivant de l'agnation, parenté civile, la seule reconnue et sanctionnée par la loi sous l'empire de la loi des XII Tables. Et si le pater garde toujours un droit de correction absolu sur ses enfants, il doit désormais pour faire acte de père et de juge formuler ses griefs et entendre son fils avant de le condamner. Bien plus les pères prirent l'habitude comme les magistrats, de se faire assister d'un *concilium* dont les membres avaient voix délibérative. Souvent le Sénat tout entier est convoqué par le pater et c'est autant la décision des pères conscrits que le jugement du pater familias qui condamne ou qui absout.

Cette pratique coutumière fut sanctionnée d'une façon énergique par le droit criminel, c'est ainsi que Manlius est cité devant l'assemblée du peuple pour séquestration illicite de son enfant (1).

(1) Senèque. De clem, I 25.

EMPIRE CHRÉTIEN. BAS EMPIRE

L'influence des idées chrétiennes qui prit pied dans le domaine du gouvernement par la conversion des empereurs agit d'une manière efficace sur toutes les institutions juridiques pour les humaniser dans un sens conforme à sa doctrine.

L'antique puissance paternelle déjà battue en brèche par les réformes des empereurs païens se transforma encore davantage, perdant peu à peu son ancienne rigueur. Le Christ proclame que l'autorité paternelle n'est pas établie dans l'intérêt du pater mais qu'elle doit être un pouvoir de protection. Le père doit partager avec la mère le soin de l'éducation des enfants, qui leur doivent obéissance à tous les deux. C'est une idée nouvelle, celle de l'égalité des père et mère. Les parents ne doivent pas violenter leurs enfants mais les élever en les corrigeant. La doctrine chrétienne, loin de prêcher la révolte contre l'autorité paternelle la fortifie au contraire, en lui reconnaissant une source et un caractère divins mais en même temps, elle l'humanise en la considérant comme basée non sur l'intérêt du père mais sur le besoin de protection de l'enfant.

Ces puissantes doctrines ne devaient pas manquer de produire leurs fruits ; cependant le vieil édifice de la puissance paternelle devait rester encore longtemps debout.

Le droit de correction s'atténue, le pater ne peut plus prononcer contre son enfant la peine de mort ; en effet celui qui met à mort son enfant est considéré comme un criminel et puni comme tel par le droit pénal. L'ancien tribunal de famille édictant des peines a disparu, c'est ce qu'on peut conclure d'une constitution de valentinien I, qui donne au conseil de famille le droit de correction sur les enfants de la maison sénatoriale orphelins de père et de mère. Dans notre code civil, le conseil de famille exerce dans certains cas ce pouvoir d'une manière moins exceptionnelle.

Nous voyons aussi la puissance paternelle et princi-

palement le droit de correction sur les enfants légitimes perdre leur rigueur première ; quand aux enfants naturels, c'est-à-dire ceux qui sont nés en dehors d'une union légitime (*justae nuptiae*), les *liberi naturales* nés du concubinat, union de fait où la femme ne peut atteindre au rang social du mari à cause de sa naissance, de certaines déchéances, de l'exercice de professions jugées déshonorantes, et les *vulgo concepti* issus d'une femme qui n'a eu que des relations passagères avec un homme, ils ne sont rattachés par aucun lien légal à leur père.

ANCIEN DROIT — DROIT ECRIT

L'autorité paternelle avait conservé la plupart des caractères de la *patria potestas*, elle était très dure. Elle ne pouvait appartenir qu'au père. et jamais à la mère, elle durait en principe pendant toute la vie du père quel que fut l'âge de l'enfant à moins d'émancipation ; elle s'étendait sur la femme du fils et sur ses propres enfants.

Le droit de correction est très étendu, le père n'a plus le droit de vie et de mort, mais dans certaines circonstances, il est revêtu du caractère de juge. Ainsi on trouve des exemples de décisions rendues par le père lui-même de l'avis de la famille. Basset mentionne une sentence par laquelle un père condamne son fils à 20 ans de travaux forcés pour avoir attenté à sa vie et à celle de sa mère. Le procureur général de Grenoble fit appel à minima et par arrêt du 19 Septembre 1663, le fils fut condamné aux galères perpétuelles (1).

DROIT COUTUMIER

Le droit coutumier est tout à fait différent du droit écrit, c'est ainsi que Loysel a pu écrire « En France, puissance paternelle n'a lieu » (2), il ne faut pas cepen-

(1) Basset. Tome II, livre IV, titre X, chap. VI.

(2) Lafferrière : Histoire du Droit français, t. IV, p. 357.

dant se méprendre sur le sens de cette formule, en effet elle signifie seulement que la puissance paternelle n'avait pas dans les pays de coutume la même étendue qu'à dans ceux de Droit Écrit. Le père avait seulement sur ses enfants la main bourmie, c'était une sorte de tutelle organisée dans l'intérêt de l'enfant plutôt qu'une véritable puissance. Elle pouvait appartenir à la mère à défaut du père ce qui constituait une notable amélioration, elle ne durait que jusqu'à la majorité de l'enfant ou jusqu'à son émancipation, elle ne s'étendait ni à la bru, ni aux petits enfants placés sous la main bourmie de leur propre père.

Le Droit de correction comportait à l'origine le droit pour le père de faire emprisonner son enfant à tout âge, sans ordonnance de justice, mais l'exercice de ce droit donna lieu à de nombreux abus. C'est ainsi qu'en 1673, le procureur général près le parlement de Paris s'étant avisé de visiter les prisons y découvrit des scandales odieux : des pères remariés, des mères également remariées, d'autres parents même avaient obtenu la détention d'hommes âgés de plus de 30 ans et même des prêtres, des enfants tout jeunes étaient internés en compagnie de prisonniers de droit commun, qui achevaient de les pervertir. A la suite de cette enquête, un arrêt de règlement du 16 mai 1673 confirmé par plusieurs autres, 14 mars 1678, 27 octobre 1696, 17 octobre 1697, intervint pour faire cesser cet état de choses. La réforme était ainsi motivée « Sur ce qu'il a été rencontré par le procureur général, que plusieurs personnes, pères et mères, étaient obligés de mettre leurs enfants en prison pour corriger par cette voie les désordres d'une jeunesse déréglée et nos mœurs ayant laissé particulièrement aux pères ce reste de l'ancienne autorité qu'ils avaient sur leur famille, il y avait plusieurs abus dans l'usage et l'étendue de ce pouvoir, dont quelques uns mariés en secondes noces ne laissaient de se servir contre les enfants d'un premier lit... que depuis quelque temps, il n'y avait pas d'âge limite, qu'il était trouvé dans les prisons des hommes de 30 ans et plus et même des

prêtres détenus sous prétexte de correction paternelle ; que l'on ne trouvait presque aucun profit de ces corrections par le commerce que ces enfants avaient avec les prisonniers dont, plusieurs arrêtés pour crimes, achevaient souvent de corrompre leurs mœurs par le mauvais exemple et que, se rencontrant ainsi dans une prison sans qu'aucune personne sage eut pris soin de les conduire et reprendre leurs désordres, ils s'y fortifient encore tous ensemble davantage, requérant qu'il plût à la cour pourvoir.»

En conséquence la réforme suivante était introduite par la Cour dans la législation de la famille : en premier lieu seuls les pères pourront faire détenir leurs enfants sans contrôle sauf le cas où ils auraient convolé en deuxième noces. Le père remarié, la mère tutrice où les autres parents ne pourront jamais requérir la détention de l'enfant sans avoir obtenu au préalable la permission du lieutenant civil.

Secondement une limite d'âge est établie : pour qu'il puisse être interné, l'enfant doit avoir moins de 25 ans ; enfin un établissement spécial est affecté aux personnes détenues par voie de correction paternelle, la prison de Villeneuve sur Gravois (1).

Ces réformes qui instituèrent un contrôle efficace de la puissance publique eurent les meilleurs résultats. Elle furent appliquées dans tout le ressort du Parlement de Paris jusqu'à la fin de l'Ancien régime et de là s'étendirent dans les provinces. Cependant il restait encore à la disposition des familles la procédure secrète, prompte, combien dangereuse pour les enfants, des lettres de cachet qui favorisaient l'intrigue et l'arbitraire : Mirabeau en fut une des victimes, il fut incarcéré en vertu d'une lettre de cachet et sur la demande de son père au Château-d'If alors qu'il avait 25 ans sonnés.

La réglementation du droit de correction fut complé-

(1) Dessessarts, dans Guyot V. Correction, t. V, p. 93.

tée par 2 ordonnances du conseil du 20 avril 1684 (1) et du 15 juillet 1763 (2), visant respectivement les enfants des classes populaires parisiennes et les jeunes gens de famille. Les enfants, disait la première ordonnance, soit garçons au-dessous de 25 ans, soit filles des artisans et des pauvres habitants de la ville et des faubourgs de Paris qui exercent un métier ou qui ont quelque emploi, lesquels maltraitent leurs père et mère, ceux qui ne voudraient pas travailler par libertinage ou par paresse et les filles qui auraient été débauchées et celles qui seraient en péril évident de l'être pourront être enfermés, les garçons à Bicêtre et les filles à la Salpêtrière sur la demande des pères et mères, tuteurs, curateurs, oncles ou plus proches parents en cas que leurs père ou mère fussent morts, mêmes des curés des paroisses où ils demeurent; cette demande doit être adressée au bureau de l'hôpital général qui exerce un contrôle purement administratif (3). L'ordonnance établit une différence entre les filles et les garçons qu'on ne peut enfermer que s'ils ont moins de 25 ans et les filles pour lesquelles il n'y a point de limite d'âge. Une autre particularité peut être relevée dans cette ordonnance, c'est que la détention une fois obtenue, il n'appartient plus aux parents de la faire cesser; ils n'ont pas le droit de grâce, la détention dure aussi longtemps que les directeurs des maisons de force le jugent à propos. Tous les soins sont pris pour obtenir une éducation et une amélioration des détenus, on leur donne une éducation chrétienne, on s'occupe de leur faire apprendre dans la limite du possible un métier convenant à leur sexe et à leur inclination et qui leur permette de gagner leur vie (4).

L'ordonnance du 15 juillet 1763 spéciale aux jeunes gens de famille est ainsi conçue « Les parents dont les fils seront tombés dans des cas de dérangement de con-

(1) Isambert, T. XIX, p. 441.

(2) Coll. Lois et ordonnances, 2^e série, t. VII, p. 247.

(3) Collection des lois et ordonnances, t. VII, 2^e série VII, p. 247.

(4) Ordonnance 20 avril 1684 : Isambert, p. 442.

duite, capables d'exposer l'honneur et la tranquillité de leur famille, sans cependant s'être rendus coupables de crimes dont les lois ont prononcé la punition, pourront demander au secrétaire d'Etat, ayant le département de la guerre et de la marine, leur exportation dans l'Ile de la Désirade. Si les motifs des parents sont trouvés légitimes, les jeunes gens seront conduits à la Désirade sur un ordre de Sa Majesté qui se charge depuis l'arrivée à Rochefort de tous les frais de détention et de nourriture; à la Désirade, les déportés sont soumis à un régime de surveillance et de travail; ceux qui s'ament obtiennent une concession de terre à Marie Galante plus tard, si leur famille le désire, ils sont ramenés en France (1), cette combinaison des droits de correction du père et de l'idée de colonisation est assurément fort remarquable.

DROIT INTERMÉDIAIRE

Le droit de correction, absolu à l'origine dans le droit romain, avait subi des atténuations succesives dans le sens d'une intervention de plus en plus active de la puissance publique.

La Révolution française, après avoir proclamé l'abolition des privilèges et l'inviolabilité des Droits de l'Homme, devait affranchir le fils de famille d'une puissance qui, dans les pays de droit écrit, pesait sur lui à un âge où seul il doit pourvoir librement à l'accomplissement de sa destinée et où tout pouvoir autre que celui de la loi devient inutile ou injuste. Mais en voulant détruire les abus de la puissance paternelle les législateurs des diverses assemblées de la Révolution française brisèrent le pouvoir domestique lui-même.

La loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire régla le droit de correction paternelle, en soumit l'exercice dans la main des père et mère, aïeul et aïeule au jugement d'un tribunal de famille et à l'autorité du

(1) Ordonnance 15 juillet 1763 : Isambert XVII, p. 394

président du tribunal de district. Le législateur s'était à bon droit préoccupé de prévenir les détentions arbitraires et les sentences sans appel qui émanaient d'un seul homme. Un auteur qui écrivait sur cette institution au moment de sa création nous en fait connaître le but, «qu'on y prenne garde, ce n'a pas été pour augmenter l'autorité des ascendants que la loi leur donne ce droit de provocation et il n'est pas à craindre non plus qu'avec la foule de précautions qu'on a prises, ce droit devienne jamais un moyen de rendre le pouvoir paternel despotique. C'est pour les enfants seuls, pour leur avantage que cette mesure a été confiée non pas au père mais à la famille ; non pas à la famille seule mais à la famille et au magistrat, toujours maître de s'opposer à une sévérité exagérée et à une décision qui aurait été dictée par la passion». (1)

L'indifférence des parents ou des amis qui devaient composer cette juridiction fut un obstacle aux bienfaits qu'on voulait en retirer. Cette institution avait le tort de dépouiller le père de son autorité dans tous les cas et de diminuer par conséquent le respect dont il doit toujours être entouré. Donner pour sauve-garde aux enfants des magistrats impartiaux, c'est déjà diminuer à leurs yeux l'infailibilité de leur père ; c'est là toutefois un mal nécessaire ; mais balancer sa puissance par celle des parents ou d'amis dont l'indulgence ou la faiblesse pourront faire triompher la malice de l'enfant c'était commettre une grave erreur. Les Romains ne l'avaient pas commise, ils avaient donné au père de famille la direction et la présidence du tribunal domestique, le père n'était point partie, il était juge. La loi de 1790 au contraire créait un procès entre le père et le fils, mais que le père ne pouvait perdre sans compromettre son autorité. Elle n'établissait aucune nuance relativement à l'âge et à la situation de l'enfant.

La loi du 28 août 1792 généralisa pour toute la France la disposition qui, dans la plupart des coutumes, faisait

(1) Guichard, du tribunal de famille, p. 126.

cesser la puissance paternelle à la majorité. Ainsi la liberté individuelle n'allait plus être à la merci des lettres de cachet sollicitées par des pères injustes ou cruels. L'âge de la majorité fut abaissé à 21 ans par les lois du 25 Septembre 1792 et du 1er Février 1793.

CODE CIVIL.

La puissance paternelle, contrairement aux conceptions romaines, constitue un pouvoir de protection, elle est établie dans l'intérêt de l'enfant. Les prérogatives qu'elle confère ont un seul but : faciliter les devoirs imposés par le fait de la procréation. Elle appartient au père et à la mère mais le père seul l'exerce pendant le mariage : ART. 372 : « il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation ; ART. 373 « Le père seul exerce cette autorité devant le mariage. Elle dure jusqu'à la majorité de l'enfant, époque de sa vie à partir de laquelle il est sensé se suffire à lui-même et ne plus avoir besoin de protection.

Les rédacteurs du Code ont estimé que la société se devait de venir en aide aux parents impuissants à mener à bien l'éducation de leurs enfants dont les actes répréhensibles révélaient un naturel dangereusement pernicieux ; dans ce but ils ont mis entre les mains du chef de famille une arme redoutable rapide, directe, le droit de correction qui s'exerce de deux façons : par voie d'autorité quand le père lui même l'invoque, par voie de réquisition dans les autres cas.

Dans le premier cas, il faut plusieurs conditions dont la principale est que l'enfant soit âgé de moins de 16 ans. Le père s'adresse au président du Tribunal qui doit délivrer l'ordre d'arrestation ; le rôle de ce magistrat se borne à constater légalement l'autorité du père, qui a un pouvoir souverain, et à vérifier si l'enfant est encore à l'âge où le père peut ordonner sa détention qui dans ce cas ne peut excéder un mois.

Ce droit de correction peut se manifester également par voie de réquisition, celle-ci s'impose au père dans

certains cas, la mère et le tuteur ne peuvent disposer que de cette voie. La limite de l'incarcération est de 6 mois. Ici nous voyons intervenir d'une façon active l'autorité publique qui exerce un contrôle direct, en effet la demande d'envoi en correction doit être adressée comme précédemment au président du tribunal mais ce dernier, s'il estime qu'elle n'est pas suffisamment justifiée, peut la rejeter après avoir conféré avec le procureur de la république. Le père devra donc faire connaître ses griefs contre son enfant.

En quoi consiste cette détention ? en une incarceration. Le projet du code portait que l'enfant serait enfermé dans une maison de correction mais Lebrun fit supprimer cette disposition en invoquant les dangers de contamination. Les rédacteurs du code voulaient donc que la détention fut subie dans des établissements spéciaux. Le président peut désigner tel établissement privé que le père préfère et dont ce dernier payera la pension. D'après les circulaires du Ministre de la Justice aucun enfant ne peut-être admis même dans les établissements privés si ses parents ne sont pas munis d'une autorisation délivrée par le président du tribunal civil de l'arrondissement de leur domicile conformément aux articles 375 et 376. Quant aux établissements publics spéciaux, il n'en existait pas en pratique. Les enfants étaient le plus souvent internés dans la prison départementale avec des condamnés de tout âge. La loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, voulut mettre fin au moins en partie à ce scandale en décidant que dans ces prisons un quartier spécial serait affecté aux jeunes détenus de toute catégorie. ART. 2. En vertu de cette loi les maisons pénitentiaires reçoivent, les mineurs détenus par voie de correction paternelle, et les jeunes filles de moins de 16 ans condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque ART. 16. Il est à remarquer que la loi fait une distinction entre les garçons et les filles, elle dit de la façon la plus nette que celles-ci seront envoyées dans les colonies publiques et privées ; pour les gar-

cons elle ne le dit pas mais comme elle fait une énumération des différentes catégories de jeunes détenus, qui seront envoyés dans les colonies pénitenciaires et qu'elle n'y place pas les enfants détenus par voie de correction paternelle, on peut affirmer qu'elle a voulu positivement les en exclure (1). Peut-être y ont ils été envoyés autrefois c'est ce que laisserait supposer l'Art. 121 du règlement du 10 avril 1869, qui prévoit le cas mais actuellement les mineurs détenus par voie de correction paternelle quand ils ne sont pas dirigés sur les colonies privées sont conduits aux maisons d'arrêt. Le décret du 11 Novembre 1885 (Art. 30) venant après le règlement général du 30 octobre 1841 ordonnait de placer les mineurs enfermés par voie de correction dans des quartiers spéciaux des maisons d'arrêt et de justice et de correction et de les y maintenir à l'isolement du jour et de la nuit. Le régime appliqué était donc le régime cellulaire.

Les mineurs pouvaient donc être soumis à une mesure très rigoureuse ; le père pouvait de sa seule autorité condamner son fils à une véritable peine, subie dans une prison comme les adultes condamnés de droit commun, aggravée encore par le régime cellulaire. Le mineur recevait un châtiment qui marquait sa vie d'un souvenir d'opprobre et qui risquait de provoquer chez lui les plus fâcheuses réactions. Ce système devait durer jusqu'en 1935, quoiqu'ayant fait l'objet de violentes critiques, l'idée de sanction qui l'avait inspiré ne cadrant plus avec les idées modernes de redressement de l'enfant.

Nous étudierons successivement dans une première partie ces critiques et les antécédents de la réforme réalisée en 1935, c'est-à-dire, les lois du 28 Juin 1904, sur les pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux et du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs, lois qui ont institué des cas particuliers de correction. Nous mentionnerons également la législa-

(1) R. P. 1894. Rapport Joly, p. 4.

tion sur les mineurs délinquants, frères de ceux qui font l'objet d'une mesure de correction paternelle ; les mineurs peuvent relever tantôt de la loi pénale quand ils l'enfreignent, tantôt de la loi civile quand, sans commettre une infraction, ils ont une conduite désordonnée. Cette étude n'est pas sans intérêt ici puisque le traitement nouveau institué par les lois du 22 juillet 1912, sur les tribunaux pour les enfants, et du 24 mars 1921 sur les mineurs vagabonds a directement inspiré les auteurs du décret-loi, préoccupés avant tout du relèvement de l'enfance. Dans une seconde partie, nous exposerons les modifications apportées par le décret-loi du 30 octobre 1935, aux articles du code relatif à la correction paternelle. Enfin notre conclusion sera consacrée aux législations étrangères qui nous ont paru les plus intéressantes.

PREMIÈRE PARTIE

**L'Évolution depuis le code de 1804
jusqu'au décret-loi**

Chapitre I

Les critiques soulevées par les dispositions du Code de 1804 L'Œuvre de la pratique

Au 19^e siècle, s'est produite dans le domaine économique une véritable révolution; causée par la naissance et le développement prodigieux de la grande industrie et d'une classe de travailleurs manuels, le prolétariat. La famille, milieu où vit l'enfant, a subi de ce fait une profonde et dangereuse désorganisation. Le travail industriel, retenant les parents à l'atelier prive les enfants de toute surveillance et les laisse exposés à tous les dangers de l'oisiveté, du vagabondage et des mauvaises compagnies; parfois même les enfants travaillant eux-mêmes à l'usine sont séparés de leurs parents pendant les heures de repos et de sortie, ou encore de bonne heure ils quittent leurs parents ou sont envoyés par eux chercher du travail au dehors. Cet éloignement provoque l'abandon moral. L'éducation dans ces conditions ne peut-être moralisatrice. Souvent l'enfant ne va pas à l'école, il vit dans la rue, exposé à tous les dangers de cette vie oisive et vagabonde, augmentés par l'étalage de la pornographie dans les publications illustrées librement offertes à sa curiosité toujours en éveil. Lorsqu'il suit l'école — ce qui est rare car le manque d'assiduité scolaire est une des causes principales de son inconduite (la majorité des enfants enfermés dans les colonies pénitenciaires est illettrée), l'instruction ne remplace pas l'éducation, dont les effets, même quand elle est sérieusement donnée, sont rapidement détruits par l'influence du milieu ou des mauvais camarades rencontrés à la sortie de l'école. Parfois sa famille même constitue pour l'enfant un lieu de per-

dition, un profond relâchement des mœurs s'est produit dans les grandes villes où le travail industriel agglomère des milliers de travailleurs, les vices des parents, leur indignité, leur mauvais exemple, leur inconduite, qui les font profiter des délits des enfants qu'ils encouragent, leur négligence ou leur impuissance dans la surveillance et l'éducation de leurs enfants sont autant de causes qui favorisent l'inconduite de ceux-ci. Les familles des délinquants présentent le plus souvent les caractères suivants : Absence du père ou de la mère, parents divorcés ou séparés, présence d'un beau-père ou d'une belle-mère, d'un concubin, mœurs douteuses ou déplorables des parents d'autant plus redoutables avec la promiscuité qui règne dans les grandes villes. La conséquence inévitable de cet état de choses est le développement de la criminalité juvénile qui se manifeste le plus souvent par la mendicité, le vagabondage, le vol, et l'augmentation combien dangereuse elle aussi de ce fléau social, la prostitution. On a pu en effet remarquer que la plupart des grands crimes étaient commis par de tout jeunes gens : ainsi le 8 février 1936, Lavaux et son compagnon assassinaient sur le plateau du Larzac un automobiliste descendu de voiture pour leur porter secours : tous deux étaient âgés de moins de 20 ans !

La précocité des criminels atteint depuis quelques années un développement inquiétant révélé par les statistiques. Pourtant après avoir fait une ascension considérable au lendemain de la guerre elle paraît en décroissance marquée grâce aux efforts les œuvres de relèvement de l'enfance, cependant les proportions des mineurs délinquants sont encore élevées si l'on s'en rapporte au compte de la justice criminelle, plus de 10 % de mineurs délinquants de 21 ans, en 1931; quant aux mineurs délinquants de 18 ans, on en relève en 1931, 11.558 (1).

Tous ces jeunes malfaiteurs, ces jeunes prostituées relèvent de l'autorité paternelle qui s'est donc révélée inexistante ou impuissante à redresser les mauvais ins-

(1) J. O. 1932. Doc. Adm. p. 543 à 547.

tincts. Et cependant le code civil a mis entre les mains du chef de famille une arme sévère, le droit de correction qui a fait faillite pour plusieurs raisons. Une première constatation s'impose, la correction paternelle est peu appliquée, en effet par rapport au nombre des enfants vicieux ou insubordonnés vis-à-vis desquels les parents ou tuteur auraient dû requérir l'internement par voie de correction paternelle, le nombre des demandes est très peu élevé. On s'en rendra compte si l'on se reporte aux chiffres des arrestations opérées chaque année pour vagabondage, menus délits.

Ces chiffres auraient diminué si les parents avaient usé de leur droit paternel. La législation de la correction paternelle est donc fort peu appliquée pour deux raisons principales: 1^o) parce qu'elle a été préparée pour des enfants de familles aisées et parce que le législateur n'a pas songé que l'immense majorité des enfants auxquels elle aurait pu être utile appartenait à des parents dans l'impossibilité de payer les frais d'internement quand il a décrété dans l'article 378 : « Le père sera seulement tenu de souscrire une soumission de payer tous les frais et de fournir les aliments convenables. 2^o) parce qu'elle a été discréditée par les abus auxquels elle a donné naissance et par les mauvais résultats de l'incarcération.

L'envoi en correction par voie d'autorité a soulevé de nombreuses critiques, il confère au père un pouvoir absolu qui n'a pas son pareil dans notre droit moderne, c'est un vestige des anciennes législations qui n'a cessé d'être combattu par les auteurs : « Dans notre état politique, dit Laurent, nous ne connaissons plus d'autorité absolue, tout juge doit motiver sa décision, c'est une garantie si précieuse que les auteurs de la constitution belge en font l'objet d'une disposition formelle (1). Le pouvoir absolu n'existe pas en France quel que soit sa forme, pourquoi donner au père une puissance illimitée et comme le disait Réal au conseil d'état « le despotisme ne convient pas mieux dans la famille que

(1) Laurent D.C. 1870, T. IV, p. 374.

dans l'Etat ». Ces idées d'absolutisme heurtent les sentiments d'humanité si bien que Demolombe déclare que le président devrait refuser l'ordre d'arrestation s'il s'agissait d'un enfant en bas âge, qu'en l'accordant il commettrait une folie. (1)

Demante va plus loin et déclare que le président doit refuser son concours à un abus d'autorité évident mais il oublie que l'abus est nécessairement un acte contraire au droit et que le code donnant au père un pouvoir illimité, il ne peut être question d'abus. Mais si du point de vue strictement théorique la voie d'autorité a soulevé de nombreuses critiques, les plus vives protestations se sont élevées devant le mauvais emploi que certains pères de famille ont cru devoir faire du droit de correction et des abus odieux auxquels il a donné lieu.

La mesure d'internement par voie d'autorité est fondée sur la juste présomption que le père n'usera de son autorité que par un sentiment d'affection et pour l'intérêt de l'enfant ; or malheureusement il n'en est pas toujours ainsi, dans de nombreux cas le père est poussé par des sentiments inavouables « pères et mères mariés défendant mal les produits d'un premier lit contre l'animadversion d'un beau-père ou d'une belle-mère, pères et mères vivant en concubinage, ménage à trois, veufs ou veuves voulant s'assurer plus de liberté encore qu'ils ne s'en octroient déjà, mères d'un jour, vivant de galanteries et désireuses de se débarrasser le plus possible d'un enfant dont le plus grand tort pourrait être d'avoir grandi, voilà des groupes qui assurent des clients à la correction paternelle (2). On a tout vu dans cet ordre d'idées, depuis le père demandant l'internement parce que sa fille refusait de se livrer à la prostitution ou d'être sa complice dans un acte malfaisant jusqu'à celui qui faisait vagabonder ses enfants pour avoir plus facilement un prétexte d'internement. Les Bulletins de la société des Prisons sont remplis d'exemples de ce genre,

(1) Demolombe. Crs code Napoléon 1875. T. 6 p. 257.

(2) Journal des Débats, 22 juil. 1898. Rap. Joly.

on y montre un père faisant interner son fils épileptique et le directeur de la prison de Nantes a maintes fois entendu ce propos dans la bouche des agents « Ce n'est pas l'enfant que nous aurions dû amener, c'est son père et sa mère. » (1).

Certes ces internements provoqués arbitrairement sont rares mais il est impossible qu'ils ne se soient pas produits, on les ignore, voilà tout. Il suffit d'ailleurs qu'ils soient possibles pour demander la réforme d'une loi qui permet l'incarcération et le maintien en prison d'enfants innocents et cela par le seul fait de la volonté du père. La seule garantie pour l'enfant est l'article 382 § 2 mais combien fragile et sans fonctionnement pratique.

Mais si la voie d'autorité n'est qu'un cas de l'envoi en correction, qui attire seulement des critiques particulières, le système du code présente en outre un vice profond à sa base qui suffit à le condamner ; l'incarcération. Et d'abord un point à préciser, quel est le but de l'envoi en correction. « L'indiscipline, la paresse, tels sont les motifs que les parents invoquent pour les garçons. Les délits ordinaires ne sont pas très fréquents, il n'y a que 20 % des enfants pour lesquels les parents s'appuient sur la nécessité d'arrêter les habitudes de vol » (2). Souvent le fils d'un honnête ouvrier ou d'un employé irréprochable a commis un acte délictueux ; pour ne pas infliger la comparution devant la justice avec sa suite nécessaire, la condamnation, l'incarcération, le casier judiciaire, on dit au père « faites une demande de détention par correction paternelle, votre enfant sera puni, la leçon lui profitera et en tout cas ne lui laissera aucune trace infamante ». (3)

Pour les filles, c'est presque toujours l'inconduite, la débauche, le libertinage qu'on doit leur reprocher, à peine rencontre-t-on parfois une voleuse. Il existe une catégorie que nous ne pouvons omettre relativement à

(1) R. P. 1894. Rap. Joly, p. 4.

(2) Revue pénitent. 1894, n° 1, p. 7. Rapport Joly.

(3) Henri Joly. Journal des Débats, 22 Juil. 98.

ces dernières, ce sont les filles mineures, arrêtées sur le trottoir. On les interroge, on fait venir les parents qui naturellement ignoraient la situation de leur fille et c'est alors qu'on leur fait signer une feuille demandant l'internement par voie de correction.

Quant aux particularités physiques et morales, presque tous les types des jeunes criminels se trouvent dans la correction paternelle. On y rencontre des enfants intelligents sans doute mais à l'imagination vive et indisciplinée, sollicités par le besoin de connaître, prêts à la révolte contre toute autorité et dont le caractère dépend surtout de leur tempérament à prédominance nerveuse ; ils fournissent le plus souvent la classe des délinquants d'aventure ; l'amendement et la correction leur sont nécessaires.

On y voit aussi des intelligents pervers chez qui les instincts prédominent et que les appétits égoïstes attirent. Ils fuient la famille et n'ont d'attachement pour personne. Le travail leur fait horreur, le vagabondage, le vol, leur sont également familiers. Peut-être ont ils débuté par être délinquants d'aventure, actuellement ils sont délinquants d'habitude, leur éducation est entièrement à refaire, ce sont les clients les plus nombreux de la correction paternelle.

Il n'est pas rare de voir un troisième groupe dont les membres sont plus passifs qu'actifs ; à l'école ils n'ont rien appris, dans leur famille, ils sont délaissés, ce sont des dégénérés relevant plus de la médecine que du droit.

Et pour tous ces enfants cependant, des soins dévoués auraient pu les préserver non seulement contre toutes les tentatives extérieures, mais contre leurs propres instincts. C'est bien souvent trop tard que le père reconnaissant son impuissance s'érige en juge et demande l'emprisonnement.

Ce sont ces mineurs qu'on envoie donc en correction. En principe les réprimandes, les punitions que les parents infligent aux enfants n'ont qu'un but légitime, c'est de corriger leurs mauvais instincts, de les astreindre

aux travail, de les éloigner des mauvaises fréquentations, de leur inspirer la crainte du mal et de les façonner au bien. En un mot les punitions ne doivent être que l'accessoire de l'éducation. Si elles n'ont pas pour fin unique l'intérêt exclusif de l'enfant, si elles ne se proposent pas son amélioration et son redressement, elle sont blâmables philosophiquement et quand elles dépassent une certaine limite ou si l'enfant peut en éprouver un dommage dans sa santé ou dans sa moralité, elles manquent complètement leur but. Celui-ci est-il atteint par l'incarcération ? nous ne le croyons pas, en effet cette mesure donne lieu à trois ordres de critiques, elle est injuste, inefficace dangereuse.

Injuste car elle interne dans les mêmes établissements pénitentiaires des mineurs coupables de simples incartades, suspects de penchants vicieux, et des condamnés pour crimes et délits; elle assimile des faits accomplis qualifiés par la loi pénale avec des instincts, des penchants qui pour la plupart n'arriveront jamais à l'état d'actes. Inefficace, car le redressement des mauvais instincts, des penchants aux vices auxquels nous avons fait allusion plus haut, ne peut être obtenu que par des efforts poursuivis pendant une longue période. Comment espérer de tels résultats d'internements d'un mois et même de six mois. Et d'ailleurs cette incarcération peut-elle jouer un rôle éducatif ? C'est la loi 1850 qui la régit. « Dans les quartiers de maisons d'arrêt et de justice, un quartier distinct est affecté aux jeunes détenus de toute catégorie » art. 2. Ils sont soumis à une éducation morale, religieuse et professionnelle. Mais étant donné que les maisons de courtes peines cellulaires sont encore en France en petit nombre, on est réduit dans la plupart des autres pour isoler l'enfant et le séparer à la population adulte, à l'enfermer dans une cellule de punition, chambre d'infirmerie ou même dépendance du gardien chef. Le régime matériel est celui des détenus, quant à l'instruction et l'éducation, elles sont représentées par quelques visites du gardien-

Chapitre II

Lois spéciales des 28-30 Juin 1904 et 15 Avril 1908.

Pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique Mineurs prostitués

C'est l'Assistance publique qui la première a retenu l'attention du législateur; à elle en effet sont confiées plusieurs catégories d'enfants sur lesquels elle exerce le droit de correction. Selon la loi du 28-30 juin 1904, les pupilles de l'Assistance publique comprennent : 1°) les enfants nés de père et mère inconnus, trouvés dans un lieu quelconque ou portés dans un établissement dépositaire (enfants trouvés) ;

2°) les enfants qui, nés de père et mère connus, sont délaissés sans qu'on puisse recourir à eux ou à leur ascendant (enfants abandonnés) ;

3°) les enfants qui n'ayant ni père ni mère ni ascendant auxquels on puisse recourir n'ont aucun moyen d'existence (orphelins pauvres) ;

4°) les enfants dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle en vertu du titre 1er de la loi du 24 juillet 1889 (enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés) ;

5°) les enfants admis dans le service des enfants assistés en vertu du titre 2 de la loi du 24 juillet 1889 : « quand des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté les charges des mineurs de 16 ans que des pères mères ou tuteurs autorisés par le conseil de famille, leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou tuteurs peut, à la requête des par-

ties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer à l'assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents, et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant.»

Toutes ces catégories d'enfants doivent répondre à cette condition commune d'être susceptibles de passer sous la tutelle de l'Assistance publique, tutelle qui peut s'ouvrir soit par une décision administrative, soit en vertu d'un jugement que nécessite et justifie l'abandon matériel ou moral. L'abandon matériel peut tenir à la volonté réfléchie des parents de se soustraire à leurs devoirs de paternité, (enfants trouvés et abandonnés) ou à des circonstances privant l'orphelin de ses parents naturels (orphelins pauvres). Dans ces hypothèses, les droits de puissance paternelle se trouvant dépourvus de titulaire, une décision administrative suffit pour transférer au service les droits de tutelle.

L'abandon moral qui est en quelque sorte un fait négatif, ne pouvant être saisi en lui-même, s'apprécie par les circonstances pratiques qui en découlent. Comme il résulte des négligences apportées par les parents dans l'accomplissement de leurs devoirs, les actes qui permettent sa constatation sont ou bien des faits imputables aux parents, mauvais traitements, mauvais exemples, mais la présomption n'est pas absolue, ou bien une éducation défectueuse ou même l'absence d'éducation. L'abandon moral peut aussi résulter d'une déclaration des parents qui, ne pouvant surveiller leurs enfants comme il conviendrait, demandent à transférer leurs droits à un particulier, à une association ou à l'Assistance publique. Il faut alors une décision judiciaire qui prononce la déchéance ou homologue le dessaisissement; pour ouvrir la tutelle administrative, la décision judiciaire doit être suivie d'une décision de l'autorité administrative prononçant l'admission de l'enfant dans le service des enfants assistés.

Tout lien étant par le fait de l'abandon rompu entre

le pupille et ses parents, l'assistance publique assume à l'égard de celui-ci les devoirs de parent adoptif. Aussi dispose-t-elle non des droits de tutelle au sens strict de ce mot mais des droits de puissance paternelle. Le département doit pourvoir aux besoins de ses pupilles et en échange, outre les droits de garde, d'éducation et de correction, il est investi de la jouissance et de l'administration légale.

Comment l'assistance publique réalise-t-elle son éducation ? Il faut remarquer que l'éducation donnée aux pupilles diffère par la force même des choses de celle qu'un père de famille assure ordinairement à ses enfants. Le département ne peut donner à tous les pupilles une instruction supérieure. En outre comme le service comprend un grand nombre d'enfants, il n'est pas possible que l'administration puisse elle-même s'occuper de l'éducation de chacun d'eux, il faut recourir à l'intermédiaire de tierces personnes, le placement est donc le mode normal d'éducation. C'est une règle traditionnelle que le séjour à l'hospice dépositaire où sont recueillis toutes les catégories d'enfants doit être de courte durée. Un tel séjour n'est en effet favorable ni à leur développement ni à leur éducation, ce n'est qu'un dépôt en attendant l'envoi à la campagne.

Deux systèmes de placement sont en présence, le placement collectif, le placement familial. Le premier présente de graves inconvénients, l'éducation collective ne saurait procurer à l'enfant l'illusion de la famille et elle le place dans des conditions d'existence différentes de celles où il sera appelé à vivre plus tard. Au contraire dans une famille, élevé avec les autres enfants, il partagera leur existence et il lui sera peut-être possible de se créer une deuxième famille. Participant au travail de chaque jour, il y fera l'apprentissage de la vie. Aussi l'Assistance publique pratique-t-elle le placement familial à la campagne.

Un sort différent est fait aux enfants suivant qu'ils ont plus ou moins de 13 ans. Jusqu'à cet âge, le pupille est mis en pension chez des nourriciers qui l'entre-

tiennent et l'élèvent aux frais du département. Ils sont choisis par l'inspecteur de l'Assistance publique parmi les familles honnêtes et laborieuses. De 13 à 21 ans, l'enfant assisté doit en principe pourvoir lui-même aux besoins de son existence. Il est alors mis en apprentissage ou en condition chez ses nourriciers ou ailleurs, de préférence à la campagne.

A raison du rôle d'éducateur qu'il remplit vis-à-vis de l'enfant, le patron ou le nourricier doit surveiller la conduite de celui-ci soit chez lui, soit au dehors. Il doit avertir l'administration des fautes graves que l'enfant pourrait commettre et des mauvais penchants qu'il pourrait manifester. Il ne doit pas abuser de son autorité ni recourir aux voies de fait pour corriger le pupille.

Parmi tous ces pupilles, certains peuvent se révéler d'un caractère difficile, réclamant une discipline plus sévère que la discipline familiale, le placement familial est impraticable à leur égard, soit à raison de leur caractère trop difficile, soit à raison de leur contamination. Où les placer ? Sous le régime antérieur à la loi de 1904, on relevait une grave lacune dans notre organisation d'assistance. Deux départements seulement, ceux de la Seine et de la Seine-Inférieure possédaient ce que l'on appelait des écoles de réformes et dans tous les autres, l'administration ne pouvait envisager que le déplacement, remède pire que le mal, le rappel à l'hospice dépositaire pas organisé pour l'œuvre de rééducation, ou l'envoi en correction conformément aux articles 375 et suivants et 468 du code civil, peu efficace en raison des inconvénients que présentent les internements de courte durée, et entouré de formalités administratives : en effet l'envoi en correction d'un enfant ne pouvait avoir lieu que sur la demande de la commission administrative de l'hospice où il avait été recueilli qui remplissait les fonctions de tutrice d'après la loi du 12 Pluviôse An XIII et le décret du 19 Janvier 1811. La loi du 30 juin 1904 est venue apporter à cette situation désastreuse une amélioration sensible. Se préoccupant avant tout de l'amendement de l'enfant, elle

fait parmi les pupilles dont la nature nécessite une discipline spéciale 2 catégories ; elle distingue d'un côté les pupilles difficiles pour l'amendement desquels tout département devra posséder une école professionnelle ou traiter soit avec un établissement public d'un autre département, soit avec une œuvre privée agréée et surveillée par le gouvernement, d'un autre côté, les pupilles nettement vicieux qui constituent un danger pour les autres enfants et pour lesquels la loi autorise la remise à l'administration pénitentiaire.

La première mesure constitue une heureuse innovation qui était réclamée depuis de nombreuses années ; à l'idée de châtimement du mineur de nature rebelle est substituée celle d'amendement. Il s'agit d'une simple décision administrative, c'est en effet le préfet qui sur le rapport de l'inspecteur Départemental décide le placement dans une école professionnelle des mineurs qui, par leur indiscipline où les défauts de leur caractère ne peuvent pas être confiés à des familles. La loi emploie à dessein le terme d'école professionnelle pour bien marquer, d'une part le caractère éducatif, d'autre part l'orientation professionnelle de l'enseignement qui va être donné au mineur. Cependant aucun type n'est imposé par la loi pour l'organisation de ces écoles, leurs programmes pourront varier suivant les règles particulières qui ont présidé à leur création. Le pupille envoyé à l'école professionnelle est mis en observation dans un quartier spécial pendant une durée de 3 mois environ. A l'issue de cette période d'épreuve pendant laquelle l'enfant est minutieusement étudié et sur le rapport qui lui est adressé, le préfet décide soit le retrait en vue d'un nouveau placement familial, soit le maintien définitif dans l'établissement, soit le maintien provisoire pendant l'accomplissement des formalités nécessaires pour l'envoi en correction conformément aux articles 375 et suivants. Mais la loi de 1904 a apporté des modifications : Art. 2 : « quand un pupille de l'Assistance publique, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très gra-

ves, le tribunal peut sur le rapport de l'inspecteur des enfants assistés et sur la demande du préfet dans les départements ou du Directeur de l'Assistance à Paris et dans la Seine, décider sans frais qu'il sera confié à l'administration pénitentiaire». Il ne s'agit plus ici d'une simple décision administrative, le caractère judiciaire, garantie sérieuse de l'internement subsiste. Il est même accentué puisque ce n'est plus le président seul qui statue sur la demande de détention mais le tribunal tout entier. La loi nouvelle n'assigne aucune durée à l'internement auquel il sera toujours loisible au préfet de mettre fin lorsqu'il le jugera possible sans inconvénient: ART. 2 : « le préfet peut, d'après les résultats obtenus et sur la proposition de l'inspecteur des enfants assistés, mettre fin au placement et opérer le retrait du pupille.»

En ne fixant pas de délai à l'internement, la loi permet d'individualiser l'éducation correctionnelle et de la prolonger pour chacun dans la mesure reconnue nécessaire. L'apparente rigueur de la disposition est commandée par l'intérêt du pupille. L'avis du conseil de famille ne sera plus nécessaire, cette formalité a paru une complication inutile. L'intervention du préfet qui seul peut requérir la mesure sur le rapport de l'inspecteur Départemental, est une garantie contre les demandes injustifiées.

Quel sera le traitement subi par le mineur : ART. 2: «l'administration pénitentiaire le recevra dans un de ses établissements ou quartiers d'observation et l'y maintiendra jusqu'à ce que les renseignements recueillis et le résultat de l'observation permettent de décider s'il doit être placé dans une colonie ou maisons pénitentiaires ou dans une colonie correctionnelle. Dans les premières créées par la loi de 1850, les enfants sont élevés en commun et occupés à des travaux agricoles ou industriels, dans les secondes sont envoyés les plus disciplinés qui y sont soumis au régime cellulaire (Eysse, dans le Lot-et-Garonne).

La loi du 30 juin 1904 a établi un double degré de correction correspondant au degré de perversité de l'en-

fant, tout d'abord elle permet à l'Assistance de placer les enfants difficiles, dans des écoles professionnelles, dites de réformes, il ne s'agit là que d'une mesure d'éducation sévère, de caractère administratif. Ce n'est qu'en désespoir de cause et devant l'impuissance des premières mesures qu'interviendra la véritable correction de caractère judiciaire qui diffère de celle du code civil par sa durée indéterminée.

Loi du 15 Avril 1908 :

Mineurs prostitués.

L'œuvre du législateur qui, par la loi de 1904, était intervenu dans le cas spécial de la correction des pupilles de l'assistance ne s'est pas bornée là; la loi du 15 avril 1908 (1), s'appliquant à un domaine tout différent, est venue élargir le champ d'application du droit de correction dans une matière spéciale, la prostitution des mineurs. Elle a été votée à la suite d'une proposition présentée par le sénateur Béranger, le 30 juin 1905 (2). Ce dernier s'est proposé de faire cesser ou tout au moins d'atténuer un scandale déjà ancien. Parent du Châtel, dans son ouvrage sur la prostitution à Paris, publié en 1836, rapporte qu'il existe aux archives de la Préfecture de police une plainte formée en 1796 et renouvelée en 1804 contre la grande quantité de jeunes prostituées de 15 et 14 ans, même de 12 et 10 ans qui avaient envahi le jardin du Palais Egalité et s'y livraient aux pires excès. Depuis cette époque, le nombre des mineurs vouées à la débauche n'avaient pas diminué. Au contraire d'après les statistiques, il allait croissant : Tandis que le nombre des filles mineures arrêtées et amenées au dispensaire de salubrité de la Préfecture de police était de 1878 à 1887 de 1260 par an en moyenne, il atteignait pour la période 1888 et 1900 environ 2000. Il n'existait devant cet état de cho-

(1) J. O. 15 avril 1908.

(2) Annexe n° 194, J. O. 30 Sept. 1905.

ses aussi contraire aux bonnes mœurs aucune disposition légale tendant à l'enrayer. Seule une ancienne proposition sur la protection des enfants délaissés, abandonnés ou maltraités déposée au Sénat le 27 Janvier 1881 par Th. Roussel demandait que les mineurs de 16 ans de l'un et l'autre sexe rencontrés sur la voie publique en état de prostitution fussent conduits devant le juge de paix qui, le fait établi, aurait eu le pouvoir de les remettre soit à l'Assistance publique, soit à tout autre établissement autorisé ou à une personne recommandable avec le droit de les garder aux conditions fixées par la loi jusqu'à leur majorité. Mais ces dispositions votées par le Sénat furent écartées par la Chambre et la loi du 24 juillet 1889 issue de la proposition précitée se trouva limitée aux règles relatives à la déchéance de la puissance paternelle. Dix ans plus tard, intervenait la loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences et voies de fait, actes de cruauté, attentats commis envers les enfants. Pas plus que la précédente, elle ne pouvait s'appliquer aux mineurs prostitués, puisque la condition de la remise de l'enfant à une tierce personne, à l'Assistance ou à un établissement charitable (art. 4 et 5) est qu'un crime ou délit ait été commis par l'enfant ou contre lui. Or la prostitution n'est pas un délit.

Dans ces conditions, les mineures dont il s'agit, étaient livrées à ce qu'on a bien souvent appelé l'arbitraire de la police. Arrêtées pour racolage sur la voie publique, elles étaient à Paris déférées à une sorte de tribunal composé en première instance du préfet de police seul, statuant sur la proposition du bureau des mœurs et en appel du préfet de police assisté de deux commissaires. Cette juridiction exceptionnelle prononçait des peines variant de 4 jours à 2 mois d'internement à St-Lazare. Puis relâchées, les jeunes prostituées étaient de nouveau arrêtées, condamnées, remises en liberté et ainsi de suite jusqu'à ce qu'elles eussent atteint 18 ans, âge auquel on procédait d'office, par une mesure dont la légalité était du reste fort douteuse, à leur inscription

sur le registre de la police des mœurs. Pour obvier à cette situation lamentable, le tribunal civil de la Seine avait, à l'instigation du « Comité des enfants traduits en justice » institué la procédure suivante : lorsqu'une mineure de 16 ans était saisie sur la voie publique, on la poursuivait pour vagabondage et lui faisant application de l'article 66 du code pénal, le tribunal décidait qu'elle avait agi sans discernement et la plaçait dans une maison de correction. Mais cette procédure ne pouvait constituer qu'un palliatif. En effet les jeunes prostituées arrêtées ayant presque toujours un domicile et de l'argent, ne pouvaient rigoureusement tomber sous le coup des articles 270-271 du code pénal relatifs au vagabondage. De plus les maisons de correction n'étaient guère un milieu susceptible d'assurer leur relèvement moral.

C'est en vue de combler cette lacune que le 30 juin 1905, le sénateur Béranger déposait une proposition en un seul article ainsi conçu « tout mineur de 18 ans saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique sera conduit devant le tribunal statuant en chambre du conseil qui ordonnera après enquête suivant les circonstances sa remise à ses parents, son envoi dans un établissement public spécial affecté à cet effet ou dans un établissement privé autorisé dans les termes de la loi du 28 juillet 1904 (1) ou sa remise à un particulier jusqu'à sa majorité. Les établissements privés autorisés à recevoir les mineurs seront soumis aux conditions instituées par loi du 5 Août 1850 et recevront de l'Etat un prix égal à celui accordé aux pupilles de l'Assistance publique. »

La Commission sénatoriale apporta des modifications et la discussion de cette proposition était commencée quand M. Sarrien, garde des Sceaux, président du Conseil, demanda le même jour que la suite de la discussion fut renvoyée à une séance ultérieure afin

(1) D. P. 1905 1-22.

de permettre à la commission extra parlementaire du service des mœurs de formuler ses conclusions sur la question de la prostitution envisagée au point de vue des majeurs aussi bien que des mineurs. Enfin la loi fut adoptée par la Chambre le 23 Mars 1908 et par le Sénat, le 9 avril suivant (1).

Les dispositions principales de la loi ont pour but d'une part d'enlever à la police le soin de décider du sort du mineur, d'autre part de substituer aux pénalités illégales et arbitraires d'internement le système de l'éducation réformatrice. Elles ont institué une procédure particulière. La compétence est donnée au tribunal civil statuant en chambre du conseil sur la remise du mineur de 18 ans à ses parents, ou sur son placement soit dans un établissement public ou privé, soit chez un parent ou un particulier. Le droit de correction ainsi institué pour les mineurs coupables de faits de débauche se juxtapose avec le droit de correction paternelle établi par le code. Alors que celui-ci vise la violence, l'improbité, l'indiscipline, elle s'attache à 3 ordres de fait : la *prostitution habituelle*, la *débauche* et le *racolage*.

Le texte voté par le Sénat portait « tout mineur de 18 ans qui se livre habituellement à la prostitution, même sans idée de gain ». Cette disposition avait une portée considérable, elle permettait d'atteindre certains faits, certaines situations qui, bien que répréhensibles au regard de la morale, eussent été assez malaisés à définir au regard de la loi. « Il est certain, écrivait le député Violette dans son rapport, que l'industrialisme moderne en donnant de très bonne heure aux jeunes filles une existence distincte de celle de leurs parents les place presque tous les jours en face de tentations et de sollicitations qui finissent par être assez souvent écoutées ; plus la jeune fille sera appelée à avoir une existence extérieure, plus elle sera exposée à nouer des amitiés, qui, par la force des choses se changeront en intimités. »

(1) J. O. 10 Avril 1908, p. 602.

Le législateur n'a pas à encourager des unions plus ou moins sérieuses mais il ne peut les réprimer, cela ne le regarde pas. Ces considérations firent disparaître les mots « même sans idée de gain » ce qui laisse en dehors de la loi les actes de légèreté ou d'inconduite. Le champ d'application se trouve encore restreint du fait que le législateur exige l'habitude.

Le deuxième fait prévu est la *débauche habituelle*.

Les mineurs qui rentrent dans l'une de ces deux catégories sont, sur la demande des personnes qui en ont la garde, cités à comparaître devant le tribunal civil en chambre du conseil qui décide suivant les circonstances, s'il doit être rendu à ses parents ou placé, soit dans un établissement public spécialement organisé, soit dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, soit enfin chez un parent ou un particulier pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou à son mariage.

En visant la provocation à la débauche dans un lieu public ou sur la voie publique, le législateur a voulu réprimer le scandale causé par des mineurs se livrant au racolage dans quelque but que ce soit, même sans but pécuniaire; il a organisé une procédure toute nouvelle. Le racolage est constaté par un procès-verbal dressé par l'agent de la police des mœurs; une copie en est adressée aux parents, tuteur ou gardien avec avertissement que de nouvelles provocations dans les 6 jours détermineront les mesures suivantes : en cas de deuxième procès-verbal, le mineur est arrêté et conduit devant le procureur de la république qui peut prendre des mesures pour sa garde; les parents, tuteur ou gardien sont convoqués d'urgence et le mineur leur est remis.

Si le mineur est laissé sans protection ou s'il persiste dans son inconduite, il fait l'objet d'un troisième procès-verbal qui doit être dressé dans les 11 mois du premier; il est alors cité devant le tribunal civil en chambre du conseil, qui ordonne son internement dans un établissement spécial public ou privé autorisé, ou son

placement chez un parent ou un particulier jusqu'à la majorité du mineur, ou son mariage, ou jusqu'à la révocation par le tribunal de la mesure ordonnée par lui.

Cette loi de 1908 a apporté des modifications importantes au droit de correction paternelle :

1°) le droit de provoquer la correction peut appartenir au procureur de la république, en cas de racolage.
2°) le père, la mère ou quiconque possède la garde de l'enfant sont placés sur le même pied au point de vue de l'exercice du droit de correction. Le deuxième mariage du père ou de la mère n'entraîne ni suppression ni restriction de droit.

3°) c'est jusqu'à 18 ans seulement et non jusqu'à la majorité que peut s'exercer ce droit de correction.

4°) la durée de la correction est indéterminée.

5°) la correction n'a jamais lieu par voie d'autorité, mais toujours sur réquisition. Ce n'est pas le président, mais le tribunal qui la prononce.

6°) la correction prononcée n'affecte pas les caractères d'une détention mais plutôt celle d'une éducation sévère et moralisatrice. La loi prévoit d'ailleurs des mesures de rémission en faveur de l'enfant qui par sa bonne conduite donne des garanties d'amendement (1).

Cette loi qui semblait apporter une réforme profonde et efficace n'a pas été appliquée. Bien plus une commission qui avait été chargée d'étudier certaines mesures propres à en assurer l'exécution n'a pas jugé à propos de poursuivre jusqu'au bout son étude parce que dès les premières discussions s'est dégagée cette opinion unanime : l'application des dispositions fondamentales de la loi se heurte à d'insurmontables difficultés; c'est la faute du législateur qui a voulu inaugurer une formule, une procédure et une sanction toutes nouvelles sans se rendre compte que le principe était erroné, et la procédure pratiquement inapplicable. Le législateur a refusé de considérer la prostitution comme un délit, ou même comme une contravention. Il

(1) Colin et Copitant. — Tome I, p. 452.

a voulu s'attacher à la réformation morale. Ainsi, tout en laissant les majeurs de 18 ans libres de se prostituer, il a voulu réfréner chez les mineurs de 18 ans non seulement la prostitution publique, mais encore la prostitution clandestine et le racolage. Mais pour ces trois cas, la procédure est différente et pour le troisième, la sanction ne peut intervenir qu'à la suite d'avertissements et après une régulière constatation de l'habitude, formalités beaucoup trop compliquées. De même les personnes qui peuvent agir sont différentes; en cas de racolage, le parquet peut agir d'office; au cas de débauche, il ne peut intervenir.

Aux termes de la loi, en cas de racolage, ce n'est qu'au deuxième procès-verbal que la mineure peut être déférée au procureur de la République et en cas de troisième procès-verbal dans les 11 mois du premier que ce magistrat devra la faire comparaître devant la chambre du conseil. Il y a donc une sorte de récidive à établir qui ne résultera pas d'une décision de justice régulière, mais d'un procès-verbal. A moins de supposer des coïncidences exceptionnelles comme la constatation faite à deux reprises de la prostitution de la même mineure par le même agent, il sera absolument impossible de savoir si un premier procès-verbal a déjà été dressé contre elle. Il faudrait recourir à l'anthropométrie ou à un casier central de la prostitution sinon la mineure dissimulera son état-civil et son identification sera des plus difficiles. Ce mécanisme de la loi relatif au troisième cas, le racolage, est donc beaucoup trop compliqué.

Devant toutes ces difficultés, on doit conclure que la loi est à refaire en entier, il faut en modifier le principe et simplifier la procédure.

Chapitre III

Les propositions de modifications législatives de MM. Besnard et Martin

Les deux lois que nous venons d'étudier et qui apportent au droit de correction des modifications ne s'appliquant qu'à certaines catégories de mineurs, pupilles de l'Assistance publique ou prostitués, sont l'aboutissement d'un vaste mouvement d'idées relatif à l'amélioration de l'enfant par un traitement approprié. Mais les mineurs ordinaires, qui vivent dans leur famille, qui dépendent de leur père ou de leur mère, c'est-à-dire les plus nombreux, étaient toujours sous le régime du code, inspiré par l'idée de répression. Cependant divers projets tendant à modifier les articles 375 et suivants, dûs à l'initiative parlementaire, avaient été déposés sur le bureau des chambres, mais n'avaient pas abouti, ce sont les propositions présentées le 26 février 1909 et le 22 mars 1922 par les députés Besnard et Martin.

I. — Proposition Besnard :

M. Besnard considère la puissance paternelle et principalement le droit de correction avec une méfiance particulière. Son principal objectif a été de mettre fin aux abus qui pouvaient résulter de l'exercice du droit de correction paternelle tel qu'il est organisé par le code «abus facilités par le fonctionnement de certaines prisons privées qui prétendent se soustraire au contrôle de la puissance publique». Il estime que le droit de correction du code est basé sur le principe romain de l'autorité absolue du père de famille, qu'il a eu en vue l'intérêt exclusif du père et qu'il lui donne par conséquent une assez grande liberté. Trois intérêts sont en présence, celui du père qui ne doit pas être méconnu, ce-

lui de l'enfant qui doit constituer la base du système celui de la société qui est représentée par l'autorité judiciaire. Celle-ci interviendra dans la mise en mouvement et l'exercice du droit de correction qui doit avoir pour but l'amendement de l'enfant. Les grandes lignes du projet exposées, examinons-en les détails.

Une remarque préliminaire s'impose ; alors que le droit de correction est régi par les articles 375 à 383, M. Besnard supprime en plus les articles 372-3-4. relatifs à la puissance paternelle en général. Les 11 articles ci-dessus sont remplacés par un nombre supérieur à 18. Cette constatation montre le bouleversement apporté par M. Besnard, qui remanie d'une façon radicale les droits de garde, de surveillance, d'éducation et de correction.

L'idée d'autorité, base du code, disparaît, M. Besnard lui préfère celle «de direction», «l'enfant reste sous la direction de ses parents jusqu'à sa majorité». Le législateur de 1804, dans son souci de renforcer la puissance paternelle en avait confié l'exercice au seul père, «le père seul exerce cette autorité durant le mariage». M. Besnard le partage entre le père et la mère «la direction est exercée d'un commun accord par le père et la mère durant le mariage».

Le droit de garde du père était absolu; désormais l'enfant qui voudra abandonner le domicile de ses parents pourra passer outre à leur «direction» et à cet effet, s'adressera au président du tribunal qui pourra l'autoriser. La puissance publique intervient déjà; nous allons voir dans l'exercice du droit de correction qu'elle prend une place prépondérante.

Nous allons étudier ce droit à deux points de vue, des personnes qui peuvent l'exercer, et de ses conditions d'exercice. M. Besnard pose comme principe dans l'article 5 de sa proposition « le droit de correction, c'est la sanction du droit de garde » Cette disposition constitue une innovation importante chaque personne chargée de la garde du mineur aura la possibilité, si la con-

duite de celui-ci se dérègle, de recourir au placement qui pourra être exercé en toute circonstance.

En vertu de l'article 375 du code civil, appliquant le principe de 373 qui donne au père seul l'exercice de l'autorité paternelle, celui-ci seul peut demander l'envoi en correction : l'article 5 de la proposition Besnard appliquant le principe de l'article 3 accorde le droit de demander le placement aux père et mère, « les pères et mères légitimes ou le survivant d'entre eux, qui ont des sujets de mécontentement graves sur la conduite de leur enfant, pourront, dans les conditions ci-après indiquées demander son placement dans une école de réforme. »

Au cas de décès d'un des époux, l'autre conserve naturellement son droit « ou le survivant d'entre eux ». Si la mère est décédée, le père l'exerce; si la mère survit, alors que sous l'empire du code, l'article 381 lui fait une obligation d'obtenir pour la détention le concours des deux plus proches parents paternels, M. Besnard supprime cette garantie et assimile le cas de la mère à celui du père.

Cette assimilation se retrouve en cas de remariage d'un des époux; sous le code, c'est le régime de l'inégalité, le père remarié a le droit de correction tandis que la mère en est privée (381). M. Besnard consacre le principe d'égalité entre les époux, il exige pour la demande de placement d'un enfant d'un précédent mariage, tant pour le père que pour la mère remariés, la même formalité, le concours des deux plus proches parents paternels ou maternels. Cette garantie est accordée sous la forme d'une signature apposée au bas de la requête adressée au tribunal.

Le code n'avait pas prévu le cas de divorce, M. Besnard comble cette lacune; il accorde (art. 10) au conjoint qui a la garde de l'enfant le droit de demander le placement, mais le tribunal devra convoquer obligatoirement l'autre conjoint et l'entendre; le même droit est accordé aux père et mère naturels quand ils ont reconnu l'enfant, aux administrations publiques, aux

personnes privées qui auront reçu de la loi ou des tribunaux la garde de l'enfant.

M. Besnard règle d'une façon détaillée les conditions d'exercice du droit de correction. Le code donne compétence au président du tribunal pour délivrer l'ordre d'arrestation du mineur: M. Besnard estime que la demande de placement ne doit pas être laissée à la seule appréciation de ce magistrat, aussi confère-t-il au tribunal tout entier le soin d'en décider. Mais le tribunal est toujours appréciateur souverain de l'opportunité de cette mesure «quel que soit l'âge de l'enfant, les personnes visées par le précédent article ne pourront le placer dans une maison de réforme qu'avec l'autorisation du tribunal du lieu de la résidence de l'enfant, autorisation qui peut être toujours refusée». Le droit de réquisition spécial au père est supprimé, toutes les personnes qui ont le droit de demander le placement sont sur le pied d'égalité et le tribunal demeure toujours maître de sa décision.

Le tribunal ne pourra plus être saisi verbalement mais par une requête signée par la personne qualifiée pour agir. «Il procèdera à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, il entendra l'enfant, les requérants, il s'entourera de tous renseignements et statuera, les père et mère entendus. Le jugement indiquera le lieu et la maison où le placement sera effectué ainsi que sa durée». Le tribunal est libre de fixer la durée du placement sans qu'elle puisse excéder un an, mais il pourra renouveler sa décision jusqu'à la majorité de l'enfant; sous le régime du code, le président est libre de fixer la durée du placement variant de 1 mois à 6 mois suivant que l'enfant a moins ou plus de 16 ans.

Le jugement rendu, les parties, c'est-à-dire les personnes requérantes, l'enfant, le ministère public lui-même pourront faire appel devant la cour, l'appel n'étant jamais suspensif. M. Besnard donne à une simple affaire de famille intéressant l'éducation d'un enfant, le caractère d'un véritable procès

Indépendamment du droit d'appel, la situation

de l'enfant peut être modifiée par le tribunal avant l'expiration du délai fixé, sur l'initiative du procureur de la république, des requérants et de la commission. Le procureur peut saisir le tribunal de deux façons, d'abord à la requête de l'enfant, qui peut à tout moment adresser un mémoire au procureur de la république, dans le code ce mémoire est adressé au procureur général, puis transmis au premier président. Ensuite le procureur peut saisir le tribunal de sa propre initiative quand il estime la modification de la mesure nécessaire.

Sous le code la détention des mineurs peut être abrégée par le père qui a toute liberté sur ce point, c'est le droit de grâce : article 379.

M. Besnard étend ce droit à toutes les personnes qualifiées pour requérir le placement mais il le restreint singulièrement dans son effet. Il le subordonne à l'autorisation du tribunal, le droit de grâce est devenu le droit de saisir le tribunal pour lui demander de rapporter une mesure jugée suffisante mais le tribunal est libre de satisfaire à cette requête ou de la rejeter.

Le mineur n'est plus comme dans le code, envoyé en détention, mais placé dans une « maison de réforme où il recevra une « éducation morale et professionnelle n'ayant aucun caractère confessionnel obligatoire et laissant intacte la liberté de conscience ».

Sa conduite fera l'objet de la surveillance d'une commission départementale dite commission de surveillance qui devra rester en contact permanent avec lui et qui « s'entourant de tous renseignements aura la mission de contrôler les améliorations qui peuvent se produire dans la personne de l'enfant, ses progrès intellectuels et moraux, d'entendre ses réclamations et de provoquer en tout état de cause de la part du tribunal compétent qui restera celui qui a autorisé le placement, toutes les mesures nécessaires ». Elle peut donc demander au tribunal de faire cesser le placement. Elle sera nommée par le ministre de l'intérieur, chaque année : elle comprendra cinq ministres choisis dans l'enseignement secondaire ou primaire, un dans le barreau d'un des tribunaux du

département, deux parmi les médecins exerçant dans le département.

La proposition Besnard a soulevé de violentes critiques, on lui a reproché d'avoir, dans son souci de protéger l'enfant contre les abus de pouvoir toujours possibles, rendu impossible toute éducation et tout gouvernement dans la famille, affaiblissant la puissance paternelle et lui enlevant le respect qui doit la caractériser.

« La direction des enfants est confié aux père et mère qui l'exercent d'un commun accord ». La portée de ce texte n'est pas définie, s'agira-t-il de l'appliquer et l'accord des deux époux sera-t-il nécessaire uniquement pour des mesures graves telle la demande de placement dans une maison de réforme ? Dans des cas aussi graves, il paraît utile que le consentement de la mère soit requis. Mais le texte ne semble pas limité à ces hypothèses, il est général, il en découle qu'il faut le « commun accord des parents » pour toute mesure relative à l'enfant. Dans ces conditions, cette disposition serait inutile et dangereuse, inutile car le plus souvent dans les ménages, le père et la mère sont d'accord pour le bien de leur enfant, dangereuse dans les cas de brouille entre les parents : chacun ayant le pouvoir de commander, aucun ne pouvant rien faire sans l'autre, l'enfant serait tiraillé entre les deux. Il est nécessaire que dans la famille, il y ait un chef qui tranche les questions quotidiennes.

« Pour toute cause, l'enfant peut, à défaut du consentement de ses parents, demander au tribunal du lieu de sa résidence l'autorisation de résider en dehors du domicile de ses parents » dit l'art. 4. La conséquence de ce texte, c'est qu'un père ne pourra traiter un peu sévèrement son fils, le consigner chez lui, l'empêcher de voir des camarades sans que celui-ci n'ait la possibilité de se plaindre au tribunal. Sans doute les magistrats ne donneront l'autorisation que dans les cas particulièrement graves, il n'y en a pas moins une atteinte sérieuse à l'autorité paternelle. C'est rendre les magistrats juges des motifs qu'un père a de se montrer sévère.

re vis-à-vis de son fils. Si d'ailleurs l'enfant peut demander à abandonner la maison de ses parents, il s'ensuit logiquement qu'il peut demander au cas où il aurait été placé dans un collège ou un lycée d'être retiré de cet établissement. Que devient alors le droit d'éducation des parents, si leur fils peut à tout instant saisir le tribunal et faire apprécier les raisons de leur conduite ? Cette disposition contient en germe la destruction complète de toute autorité familiale.

Pour ce qui est du droit de correction, M. Besnard considère qu'il est le corollaire du droit de garde, il l'accorde à tous les titulaires de ce droit, qu'il place sur un pied d'égalité. Il paraît oublier que le droit de correction est un attribut de la puissance paternelle et doit rester une prérogative du père de famille.

L'intervention de la justice dans le droit de correction doit s'inspirer de deux principes diamétralement opposés : d'une part elle doit veiller à éviter les abus, d'autre part, elle doit contrôler l'exercice du droit de correction sans discréditer l'autorité du père. Avec M. Besnard, la demande de placement d'un enfant difficile, mesure de discipline domestique un peu sévère, va faire l'objet d'un procès devant le tribunal. L'intérêt de l'enfant lui-même en paraît pas gagner dans ce système, le principal souci du code, bien justifié, est qu'il ne reste aucune trace d'une faute de jeunesse, pas de procédure, simple intervention discrète du président et ordre d'arrestation.

Le placement d'un mineur dans une école de réforme ou dans un établissement privé ayant pour but de rééduquer les enfants difficiles, ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du tribunal. On restreint donc le libre choix des parents en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants.

En conclusion on peut reprocher à M. Besnard d'avoir abusé de l'idée de contrôle et d'avoir aussi enlevé au droit de correction son efficacité.

II. — *Proposition Martin.* :

En 1922, le député Martin déposait sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi relative à la réforme de la correction paternelle et le 24 mars de la même année, ce projet qui était venu au Sénat faisait l'objet d'un rapport fait au nom de la commission de législation civile et criminelle par le sénateur Gouju.

Comme M. Besnard, M. Martin souligne dans son exposé des motifs, les erreurs que l'état actuel des mœurs et quelquefois la désunion des foyers rendent fréquentes et profondément regrettables, mais il estime que les parents honnêtes dont le fils ou la fille sont en danger de se perdre irrémédiablement doivent avoir une dernière chance de les sauver. Il a été inspiré par le désir d'approprier aux nécessités actuelles le moyen exceptionnel de salut qu'est le droit de correction et de permettre à des ouvriers tout le jour au travail, à des employés qui ne peuvent rentrer que le soir ou à des courts instants de la journée de faire sentir à leurs enfants la réalité de leur autorité et l'obligation de s'y soumettre.

Comme M. Besnard également, M. Martin se trouve frappé de la différence, peu explicable d'après lui, que la loi établit entre le père et la mère puisque le premier seul dispose de la faculté de requérir la détention qui n'appartient pas à la mère alors que l'art. 372 pose le principe que l'enfant reste jusqu'à sa majorité sous l'autorité de ses parents et non seulement de son père.

C'est en s'inspirant de ces considérations qu'il maintient comme conséquence du droit de correction l'incarcération et qu'il confère à la mère la possibilité de la requérir. Mais pour éviter tout abus, le président du tribunal aura un droit de contrôle absolu pouvant aller jusqu'au refus de l'ordre d'arrestation, le procureur de la République ayant été consulté.

L'exposé de la proposition sera bref, M. Martin contrairement à M. Besnard, limite sa réforme au droit de correction. Et d'abord à qui est-il confié ?

Alors que dans le code, le père seul l'exerce, M. Mar-

tin donne un droit égal aux deux époux mais contrairement à M. Besnard, il ne fait pas du droit de correction, l'accessoire du droit de garde et n'en donne pas l'exercice «à toute personne ou administration publique qui aura reçu de la loi ou des tribunaux la garde de l'enfant». Au cas de décès du père ou de la mère, le survivant conserve son droit de correction, mais la mère survivante, comme dans le code, sera tenue pour faire déténir son enfant, d'obtenir le consentement des deux plus proches parents paternels.

En cas de remariage de l'un des époux, si le père est remarié, il conserve son droit de correction; la mère en est privée comme dans le code tandis que dans la proposition de M. Besnard, la mère le gardait.

Voyons maintenant les conditions d'exercice. Contrairement à M. Besnard, qui donnait compétence au tribunal pour statuer sur la demande, M. Martin s'en tient au système du code, le président du tribunal décide lui-même de l'incarcération après avoir entendu celui des parents qui ne l'aura pas requise. Il doit prendre l'avis du procureur de la république.

Quant à la détention elle-même, comme dans le code elle a un double maximum variant suivant l'âge de l'enfant, un mois s'il a moins de 16 ans, 6 mois s'il a plus de 16 ans. Le président est toujours libre d'abréger le temps requis par le père ou la mère. Elle peut toujours prendre fin par l'exercice du droit de grâce qui appartient aux deux époux «Celui des père et mère qui a requis la détention, est toujours maître d'en abréger la durée». Elle consiste dans une incarceration car M. Martin tient à réprimer les écarts de l'enfant coupable; mais pour montrer son désir de contribuer à son relèvement, il admet que le président peut ordonner que l'enfant détenu sera visité par les représentants des sociétés de patronage, dans le but de créer des liens de confiance entre l'enfant incarcéré et les honnêtes gens. Bien plus, M. Martin se préoccupe du sort de l'enfant sorti de prison; il estime que les sociétés de patronage qui l'ont visité en prison pourront à sa sortie, l'entourer

de leur sollicitude, lui créer s'il est nécessaire un foyer nouveau et trouver des moyens d'existence.

La proposition Martin a fait l'objet d'un vote défavorable à la commission de législation civile et criminelle du Sénat qui s'est prononcée contre son adoption. Cette commission a estimé que l'octroi du droit de correction aux deux époux serait de nature à provoquer de fâcheux conflits éventuels sur la tête de l'enfant, au détriment de celui-ci, que «la mère représentant dans la famille un élément de tendresse et de bonté, il ne serait pas humain de l'inciter à prendre un rôle aussi sévère».

A côté de ces considérations, le Sénat a relevé un obstacle insurmontable qui s'oppose au droit nouveau dont M. Martin demandait la création. La réquisition adressée au président doit être accompagnée de la soumission de payer les frais et la nourriture nécessités par l'internement de l'enfant. Or le chef de la communauté et administrateur des biens de la femme a seul qualité pour faire soumission; si la mère obtenait le droit qu'il s'agit de lui conférer, le refus par le père d'effectuer la consignation des frais en question paralyserait le droit maternel.

Chapitre IV

La législation répressive moderne de l'enfance et la réforme du droit de correction

Pendant que certains parlementaires s'intéressaient au sort de l'enfant envoyé en correction par ses parents mais ne pouvaient faire aboutir une réforme, d'autres initiatives s'occupaient plus activement encore, devant le développement sans cesse croissant et par suite inquiétant de la criminalité juvénile, de faire au mineur délinquant une situation particulière dans notre organisation répressive en ne le traitant plus comme un malfaiteur qu'il s'agit de punir, mais comme un malheureux égaré qu'il importe de remettre dans le droit chemin. C'est dans ces conditions et cet état d'esprit que fut votée la loi du 22 Juillet 1912 modifiée par la loi du 22 Février 1921 (1), à la suite des propositions présentées à la chambre des députés, par MM. Drelon et Jeanneney, le 27 Février 1907 et par M. Paul Deschanel le 22 mai 1909, au Sénat par M. Ferdinand Dreyfus le 7 Juin 1910.

Dans le code pénal de 1810, un mineur était poursuivi et jugé comme un adulte; il pouvait être condamné à une peine quel que soit son âge, si les juges avaient décidé qu'il avait agi avec discernement. La loi nouvelle intitulée « loi sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée » évite pendant l'instruction toute détention et substitue à la peine un traitement susceptible d'améliorer l'enfant. Elle divise les mineurs en deux catégories, mineurs de moins de 13 ans et de plus de 13 ans.

(1) J. O. 24 Février 1921.

Mineurs de moins de 13 ans :

Dès le début de l'instruction la loi prescrit des mesures spéciales «le juge d'instruction pourra s'assurer de la personne de l'enfant soit en le remettant provisoirement à une personne digne de confiance, à une institution charitable reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral ou à l'assistance publique, soit en la faisant retenir dans un hôpital ou hospice » ; il ne pourra faire incarcérer l'enfant à la maison d'arrêt que dans un cas exceptionnellement grave, s'il y a prévention de crime al. 2. art. 3.

Le tribunal lui-même statuant en chambre du conseil sur les crimes et délits commis par l'enfant ne peut jamais ordonner son incarcération. Si la prévention est établie, il prend une des mesures suivantes : remise de l'enfant à sa famille, placement jusqu'à la majorité, soit chez une personne digne de confiance, soit dans un asile ou un internat approprié, soit dans un établissement d'anormaux, soit dans une institution charitable. Dans aucun cas, une peine d'emprisonnement ne sera prononcée.

Ainsi alors qu'en vertu du droit de correction, le père tout seul peut ordonner l'incarcération de son enfant qui n'a commis aucun délit, le tribunal ne pourra infliger au mineur de moins de 13 ans qui a commis un délit ou même un crime, aucune peine.

Quant au mineur délinquant de 13 à 18 ans, des mesures spéciales sont également édictées à son égard, tant au point de vue de l'instruction que du jugement. « Dans tous les cas de crime ou de délit imputables à des mineurs de 13 à 18 ans, le magistrat instructeur peut, en tout état de cause, ordonner le ministère public entendu, que la garde du mineur sera confiée à sa famille, à une institution charitable reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral ou à l'assistance publique » art. 16 § 2. Quant au jugement, la loi institue un régime de faveur; elle maintient la question de discernement. S'il est décidé que le mineur a agi sans discernement, il sera acquitté, mais il peut suivant

les circonstances être remis à une personne ou institution charitable, ou conduit dans une colonie pénitentiaire. S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines qu'il encourt seront fortement atténuées.

L'innovation principale de la loi du 22 juillet 1912 est l'institution de la mise en liberté surveillée. Elle peut s'appliquer au mineur de 13 à 18 ans s'il est décidé qu'il a agi sans discernement « dans le cas où le tribunal aura ordonné que le mineur sera remis à ses parents, à une personne ou une institution charitable, il pourra décider en outre que le mineur sera placé jusqu'à l'âge de 21 ans ou plus sous le régime de la liberté surveillée ». Elle s'applique également au mineur de 13 ans (ART. 25) dans les mêmes conditions.

Quand l'enfant est remis à sa famille, à une personne ou institution charitable telle qu'une société de patronage il peut-être placé sous la surveillance d'un délégué du tribunal. L'article 22 ne formule aucune règle impérative pour la désignation de ce délégué, il permet au tribunal de choisir de simples particuliers. Leur mission est réglée par l'ART. 23. Le régime comporte une diminution de liberté chez l'enfant, et une restriction du droit des parents. Ils devront, à supposer que la garde ne leur ait pas été enlevée, subir les visites et le contrôle du délégué. La mission de ce dernier n'est pas facile. Elle réussira d'autant mieux que par son tact, sa bienveillance alliée à une certaine fermeté, il aura su gagner la confiance de l'enfant et de sa famille. Il a la plus grande liberté d'action sous le contrôle du tribunal, il peut visiter le mineur aussi souvent qu'il le juge nécessaire, il lui donne des conseils et lui fait des observations ainsi qu'à sa famille ; il veille à son assiduité scolaire s'il est en âge d'aller à l'école. Il l'aide à chercher un placement, il se renseigne auprès de l'instituteur ou du patron sur sa conduite. Il s'assure qu'il ne vagabonde pas le jeudi ou le dimanche, il surveille ses relations, il tâche de lui éviter les mauvaises fréquentations.

La liberté surveillée prend fin à l'expiration du délai

fixé par le tribunal : Art. 21 al. 3 « à l'expiration de la période fixée par le tribunal, celui-ci statuera à nouveau à la requête du procureur de la République ». Elle peut être supprimée avant la fin du délai en cas de mauvaise conduite ou de danger moral signalés par le délégué, le tribunal prendra toutes mesures utiles.

Ainsi le mineur délinquant bénéficie d'un régime nouveau se distinguant d'une façon radicale de celui du Code ; à une détention rigoureuse, la loi de 1912, a substitué une mesure spéciale, à caractère paternel.

A la loi du 22 juillet 1912 qui a réformé l'ensemble de notre législation de l'enfance est venue s'ajouter la loi du 24 mars 1921, concernant un cas spécial, le vagabondage des mineurs.

Le sénateur Etienne Flandin, auteur et rapporteur de la proposition devant le Sénat, présentée le 21 mars 1911 (1) s'exprimait ainsi à propos du développement angoissant de la criminalité juvénile. « Le plus légitime sujet d'inquiétude et d'angoisse pour l'avenir, c'est l'effrayante augmentation de la criminalité juvénile. Or, une des causes initiales ou pour mieux dire, la cause dominante de la criminalité juvénile, c'est sans contestation possible, le vagabondage, qui constitue l'école primaire du délit ».

Le Code pénal ne prévoyait pour réprimer le vagabondage des adolescents que l'interdiction de séjour et en outre, s'ils avaient plus de seize ans l'emprisonnement de courte durée. D'autre part, la définition du vagabondage telle qu'elle figurait à l'ART. 270 du Code pénal (2), était bien souvent insuffisante quand il s'agissait de l'appliquer au mineur ; les conditions du délit n'étaient remplies que dans un petit nombre de cas ; la plupart du temps l'enfant échappait à toute répression parce que le délit, s'il existait bien en fait n'était pas légalement constitué. Cette observation s'ap-

(1) J. O. 22 Avril 1911, p. 93.

(2) 270 Code Pénal. Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession.

pliquait surtout aux filles qui, en se livrant à la prostitution et en allant habiter hors du foyer familial, arrivaient ainsi peu à peu à développer le vagabondage chez les garçons ; or, la prostitution des filles, ne se présentant pas dans des circonstances déterminées, ne pouvait guère être atteinte par la loi. Celles-ci pouvaient généralement justifier d'un domicile certain et de ressources actuelles quelle que soit leur origine. La loi du 11 avril 1908 relative à la correction des mineurs prostitués, n'avait pas été un palliatif au mal puisque, nous l'avons vu, elle n'était pas appliquée, les établissements publics ou privés où ces mineurs pouvaient être placés aux termes de la loi n'ayant jamais été fondés, et d'ailleurs la procédure étant d'une lenteur et d'une complication déconcertantes.

Des réformes radicales s'imposaient donc, d'une part pour établir pour les mineurs une définition spéciale du délit de vagabondage, permettant d'atteindre celles des prostituées qui ont abandonné la maison paternelle pour exercer leur industrie ; d'autre part, pour substituer à un système de répression inefficace, un régime de rééducation ; ce fut l'objet du nouvel article 270 du Code pénal :

« Sont considérés comme vagabonds les mineurs de 18 ans qui, ayant, sans cause légitime, quitté soit le domicile de leurs parents, ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité duquel ils étaient soumis ou confiés, ont été trouvés soit errants, soit logeant en garni et n'exerçant régulièrement aucune profession, soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés ».

La procédure adoptée est celle de la loi du 22 juillet 1912 (ART. 271 du Code pénal) (1). Les mesures qui pourront être prises sont analogues à celles prévues par cette loi tant pour les mineurs de 13 ans que ceux de 13 à 18 ans (ART. 271 § 2 du Code pénal).

(1) 271. Code pénal. 1. « Les vagabonds mineurs de 18 ans seront poursuivis et jugés dans les conditions prévues par la loi du 22 Juillet 1912.

Ainsi cette loi, insérée dans le Code pénal, donc loi pénale, a été directement inspirée par le désir de combattre la prostitution qui a déjà fait l'objet de la loi civile du 11 avril 1908 sur la correction des mineurs prostitués ; et les prescriptions qu'elle édicte se rattachent directement à la loi pénale du 22 juillet 1912, ce qui nous montre la fragilité des cloisons séparant le droit pénal du droit civil, principalement quand il s'agit de la législation de l'enfance.

Cependant le mineur délinquant bénéficie d'un régime nouveau se distinguant d'une façon radicale de celui du Code ; à une détention rigoureuse, la loi du 22 juillet 1912, et celle du 24 mars 1921, ont substitué une mesure spéciale à caractère paternel, à côté les mineurs frappés par voie de correction paternelle, restaient sous l'empire d'une législation vieille de plus d'un siècle, qui ne répondait plus aux nécessités et aux conceptions modernes. Il y avait entre ces deux situations un contraste choquant qui devait se maintenir jusqu'en 1935.

DEUXIEME PARTIE

Le décret loi du 30 Octobre 1935

**Placement de l'enfant
dans une
maison d'éducation appropriée**

Cette réforme est intervenue dans des circonstances plutôt inattendues, en vertu d'une loi sur la défense du franc. Le 12 juin 1935, était promulguée au *Journal Officiel*, une loi votée le 7 juin, par la Chambre des députés, le 8 juin, par le Sénat et intitulée « Loi tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs exceptionnels pour assurer la défense du franc et la lutte contre la spéculation ». C'était une loi d'exception intervenue en période de crise ; elle comportait un article unique : « En vue d'éviter la dévaluation de la monnaie, le Sénat et la Chambre des Députés autorisent le Gouvernement à prendre par décrets jusqu'au 31 octobre 1935, toutes dispositions ayant force de loi pour lutter contre la spéculation et assurer la défense du franc. Ces décrets, pris en conseil des ministres, seront soumis à la ratification des chambres avant le 1^{er} janvier 1936 » (1).

La délégation accordée par cette loi est limitée dans sa durée et dans son objet. Les décrets doivent intervenir avant le 30 octobre 1935 ; d'autre part les mesures qu'ils édictent doivent avoir pour objet général la défense du franc ; elles doivent avoir pour résultat d'éviter la dévaluation. La formule est assez imprécise, la première condition est d'assainir la situation financière, c'est à dire d'assurer l'équilibre du budget par une politique d'économie et de redressement économique, ce qui implique la réduction des dépenses publiques, l'abaissement des prix de détail, la baisse du loyer de l'argent ainsi que le fait supposer la déclaration ministérielle du Président du Conseil, M. Pierre Laval.

Le rapport au Président de la République paru en tête de la première série de Décrets-lois indique au surplus de quelle façon le Gouvernement entend se servir de la délégation qui lui a été confiée.

« En nous invitant à défendre le franc, le Parlement s'est prononcé contre la dévaluation monétaire. Il n'est qu'un moyen sûr de défendre le franc, c'est d'enlever

(1) J. O. 30 Octobre 1935.

tout prétexte à de nouvelles attaques. Or, on n'attaque pas la monnaie d'un pays dont les finances sont en équilibre. Pour éviter la dévaluation il est donc essentiel que le redressement budgétaire soit immédiat et aussi complet que possible, et qu'il s'accompagne d'une action générale pour revigorer l'activité économique ».

C'est en vertu de ce principe que furent pris pendant plusieurs mois de nombreux décrets ayant pour objet des mesures fiscales, administratives ou économiques. Jusqu'ici rien que de très normal. Mais courant Octobre 1935, fut annoncé un nouveau et dernier « train » de décrets, 300 environ qui parurent au *Journal Officiel* du 30 octobre, et qui concernent toutes les branches du droit, droit pénal, instruction criminelle, droit financier, droit civil, droit commercial. Parmi eux, on a glissé une réforme du droit de correction, et diverses dispositions relatives à l'enfance.

Pourquoi un tel procédé extraordinaire ? C'est un palliatif à l'inertie parlementaire. « Le premier effet des Décrets-lois, écrivait M. Pierre Marin (1), aura été de donner issue à des textes nombreux et divers, conçus dans les bureaux et dont l'enfantement ne pouvait s'opérer par les voies normales. Les recueils de lois et décrets en sont encombrés ».

La question de la légalité de ce procédé se pose à deux points de vue, général : la loi du 8 juin avait posé comme condition que tous les décrets devaient être ratifiés avant le 1er janvier 1936, or, aucune ratification n'est intervenue; particulier: par quel subterfuge a-t-on réussi à édicter des décrets concernant le Droit civil ? On les a fait précéder de la mention « Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes mesures utiles ayant force de loi pour défendre le franc ».

« L'idée de la légalité apparaît surannée, au surplus personne n'en a cure », écrit M. Pierre Marin (2) et aucun tribunal chez nous n'est là pour la faire respecter.

(1) Lois Nouvelles, 1935, 1re partie, p. 311.

(2) Déjà cité.

Une autre question se pose : quelle est la valeur de ces décrets ? textes élaborés dans les bureaux, privés du grand jour de la discussion publique qui en fait parfois apparaître les erreurs, du contrôle du parlement et de l'opinion publique, ils ont été rédigés hâtivement, près de 300 ont paru le même jour, et ils constituent un véritable travail en série qu'il faudra peut-être remettre bientôt en chantier : un exemple de ce mode défectueux est donné par le décret-loi relatif à la déchéance de la puissance paternelle et à l'existence de l'obligation alimentaire en pareil cas : la loi du 24 juillet 1889 avait spécifié dans son Art. 1^{er} que la déchéance laissait subsister entre l'enfant et les ascendants déchus l'obligation alimentaire réciproque (ART. 205 à 207) ; mais un décret-loi a inversé cette proposition en modifiant le dernier alinéa de cet ART. 1^{er} qui est désormais ainsi rédigé : « Sous réserve d'une décision judiciaire contraire, cette déchéance dispense le ou les enfants à l'égard desquels elle a été prononcée des obligations énoncées aux ART. 205 à 207 du Code civil. Or, les auteurs du décret, ont réalisé la réforme en retouchant l'ART. 1^{er} de la loi de 1889, texte spécial à la déchéance de plein droit et, cependant ils semblent avoir bien voulu légiférer pour tous les cas de déchéance, légale ou facultative, la nouvelle rédaction suppose en effet que la déchéance a été prononcée, et elle limite l'extinction de l'obligation alimentaire aux rapports des parents avec ceux de leurs enfants, à l'égard desquels elle a été prononcée ; or, la déchéance obligatoire n'a pas à être prononcée et elle s'étend invariablement à tous les enfants. En présence d'un texte qui réalise ainsi le maximum d'incohérence et de contradiction, on se demande vainement quelle en est la portée exacte (1).

Les Décrets concernant le Droit civil contiennent en plus de la réforme de la correction paternelle, des dispositions importantes relatives à l'enfance que nous

(1) Jossierand, déjà cité, p. 27. Droit civil. Supplément au tome I, 1936.

... pouvons passer sous silence. Elles témoignent d'un souci toujours plus accentué de veiller sur l'enfance défaillante ou abandonnée et elles tendent à élargir le rôle de la puissance publique dans la formation de futurs citoyens, soit en lui confiant dans certains cas l'exercice du Droit d'éducation et du Droit de correction, soit en lui permettant de venir en aide aux parents impuissants mais sans séparer les enfants de leur famille.

Cette tendance se manifeste d'abord à l'égard des enfants naturels non reconnus, auxquels on pourra désigner un délégué chargé de veiller sur eux; mais nous étudierons cette disposition plus loin, dans la partie relative aux enfants naturels.

D'autre part, les mineurs vagabonds qui avaient déjà fait l'objet de la loi du 24 mars 1921, ont été visés par un décret-loi, « relatif à la protection de l'enfance » qui abroge les ART. 270 § 2 et 271 § 2, 3 et 4 du Code pénal. Nous avons vu que sous l'empire de cette loi, les mineurs vagabonds étaient considérés comme délinquants et soumis aux juridictions répressives qui pouvaient les déclarer coupables de vagabondage. Désormais, ils feront l'objet de mesures d'assistance et d'éducation dont la décision appartient au président du tribunal pour enfants qui pourra remettre l'enfant, soit à ses parents, soit à un particulier, à une institution charitable, ou le confier à l'assistance publique, ou encore décider de son envoi dans un établissement susceptible de lui donner les soins réclamés par son état, ou enfin ordonner qu'il soit placé sous le régime de la liberté surveillée. Les mesures de répression disparaissent pour faire place à des mesures d'éducation.

Devant la rareté des cas de déchéance paternelle que des tribunaux hésitent à prononcer, les auteurs des décrets-lois se sont préoccupés de sauvegarder les intérêts de l'enfant lorsque ses parents, sans être indignes, manquent de l'habileté ou de l'expérience que nécessiterait sa bonne éducation : aussi le décret du 30 octobre 1935 modifiant l'ART. 2 de la loi du 24 juil-

let 1889 (1) permet au président du tribunal de première instance, alors que « la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation de l'enfant sont compromises ou insuffisamment sauvegardées par le fait des père et mère », de prendre, sur requête du ministère public, une mesure de surveillance ou d'assistance éducative, lesquelles seront exercées par le personnel, soit des services sociaux, soit des institutions agréées par l'autorité administrative ou le tribunal, ou encore par les particuliers qualifiés, notamment par les assistances sociales ou les visiteuses de l'enfance.

« Ainsi de plus en plus, la puissance paternelle subit le contrôle des pouvoirs publics et tend à devenir une fonction sociale bien plutôt qu'une prérogative individuelle ». Nous allons voir que cette tendance s'est encore affirmée (2) dans le décret relatif à la correction paternelle.

Les auteurs de ce décret-loi estiment que l'incarcération du mineur constitue une mesure « trop rigoureuse et inefficace », l'emprisonnement d'un enfant ne favorisant pas son amendement et risquant de provoquer chez lui les plus fâcheuses réactions. Ils suppriment l'incarcération ; en même temps ils se préoccupent de l'amendement de l'enfant. Celui-ci sera désormais envoyé dans une maison d'éducation publique ou une œuvre privée qui aura la mission d'assurer son « relèvement moral ». C'est dans cette idée que la durée du placement est augmentée, les heureux effets du redressement moral qu'on tentera d'opérer, ne pouvant se produire immédiatement. Le Président du tribunal la déterminera mais elle ne pourra excéder l'époque de la majorité de l'enfant. Cependant il pourra, sur l'intervention du ministère public ou de celui qui aura requis le placement, abréger le délai fixé. Enfin, le décret comble une lacune volontaire du code il accorde le droit de correction à la mère remariée.

(1) Dalloz. Périodique, 90-4-15

(2) Josserand, déjà cité, p. 28.

Contrairement à la proposition Besnard, le décret n'a pas apporté dans notre législation un bouleversement, il n'a pas modifié toute la puissance paternelle, il n'en a pas partagé l'exercice entre les deux époux; il a entendu au contraire conserver au père tout le prestige que lui avait conféré le code. Cette idée l'a également inspiré dans l'exercice du droit de correction que le père ne partage pas avec la mère. Le décret apporte, comme la proposition Martin, une modification partielle limitée au seul droit de correction: mais, d'une part, il ne consacre pas comme lui l'égalité des deux époux, d'autre part, il supprime l'incarcération que M. Martin avait jugé bon de maintenir.

Nous allons suivre le même plan que pour les propositions de loi déjà étudiées et envisager successivement les personnes qui ont le droit de faire ordonner le placement de l'enfant et ses conditions d'exercice.

Chapitre I

Personnes investies du droit de faire ordonner le placement

Le décret ne fait pas du droit de placement l'accessoire du droit de garde, il ne l'accorde pas comme le faisait la proposition Besnard aux administrations publiques, sociétés et personnes privées ayant reçu de la loi ou des tribunaux la garde de l'enfant. Comme dans le Code le droit de placement est lié à l'idée de parenté et ne peut être exercé que par les membres de la famille qui sont :

1°) Tout d'abord le père « si l'enfant est âgé de moins de 16 ans commencés, le père pourra faire ordonner son placement par autorité de justice ». (ART. 376 nouveau).

« Depuis 16 ans commencés jusqu'à la majorité ou l'émancipation, le père pourra requérir le placement de son enfant. » (ART. 377 nouveau) ;

2°) La mère. « La mère survivante et non remariée ne pourra obtenir le placement de son enfant qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels et qu'en se conformant aux dispositions de l'Art. 377. »

3°) Le tuteur : généralement en cas de décès de l'un des époux le survivant est tuteur et le placement peut-être demandé suivant les règles énumérées plus haut. Dans les autres cas, l'autorisation du conseil de famille est nécessaire au tuteur. « Le tuteur qui aura des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur pourra s'il y est autorisé par une délibération du conseil de famille prise à l'unanimité, solliciter le placement du mineur dans les formes et conditions prévues par l'art. 377. »

Ce que nous venons de dire s'applique aussi bien aux enfants naturels qu'aux enfants légitimes ; il faut tenir

compte de la loi du 13 juillet 1907, «la puissance paternelle sur les enfants naturels est régie comme celle relative aux enfants légitimes».

1°) LE PÈRE:

Le Décret-loi conserve au père la prérogative si souvent discutée, la voie d'autorité (ART. 376 nouveau). Ce texte marque un recul sur les projets antérieurs, Besnard et Martin, qui l'avaient supprimée, et sur la jurisprudence, qui s'était efforcée d'en limiter l'efficacité. Le père dont l'enfant sera âgé de moins de 16 ans pourra décider de son placement, à moins qu'il ne se trouve dans l'un des cas qui exigent la voie de réquisition.

Cette voie est obligatoire pour le père dans les quatre situations qui existaient déjà sous l'empire du code:

- 1°) Quand l'enfant a 16 ans commencés.
- 2°) Quand le père est remarié.
- 3°) Quand l'enfant a des biens personnels.
- 4°) Quand il exerce un état.

1°) Quand l'enfant a 16 ans commencés. Les rédacteurs du décret-lois ont donc adopté les motifs qu'invoquaient Cambacérès «Il est très important, disait-il, de régler les pouvoirs du père par des considérations tirées de l'âge de l'enfant. Une jeune homme de 20 ans et 10 mois qui a déjà un état dans la société ne doit pas être exposé à la correction paternelle comme un enfant de 15 ans. Autant il est raisonnable de donner au père de famille le droit de faire enfermer de sa seule autorité un enfant de 12 ans, autant il serait injuste de lui abandonner et de laisser pour ainsi dire à sa discrétion un jeune homme d'une éducation soignée et qui annoncerait des talents précoces». (1) Au-dessous de 16 ans, ont pensé les auteurs du code et ceux du décret-loi, l'enfant est protégé par sa jeunesse et sa faiblesse contre les abus de son père mais au-dessus de 16 ans, le caractère devenant plus ferme et plus décidé, les conflits peuvent être plus graves et une enquête est nécessaire

(1) Fenet. Trav. Préparatoires, 1827, Titre X, p. 497.

pour empêcher le père sous l'empire d'un ressentiment passager de prendre une mesure aussi rigoureuse.

2°) Quand le père est remarié. En cas de remariage, les mêmes règles s'imposent. Ici encore le décret-loi ne modifie pas le code, il faut craindre l'influence de la deuxième épouse, la marâtre de l'enfant. Par son influence elle ne suppose plus au père, disait Réal dans l'exposé des motifs, ni la même tendresse, ni la même impartialité. (1)

Ici se pose une question que le décret comme le code laisse de côté et qui pourtant a son importance. Si le père, après avoir contracté une deuxième union divorcée ou perd sa seconde femme, que faudra-t-il décider ? Le père aura-t-il le droit d'autorité tel qu'il le possédait avant son deuxième mariage, ou le statu quo sera-t-il irrévocablement fixé ? La controverse subsiste toujours. Les deux opinions ont été également soutenues. Demolombe opinait pour la négative. «Aux termes de l'art. 380, dit-il, le père qui s'est remarié, a perdu le droit de faire détenir son enfant du premier lit par voie d'autorité. Il ne peut dès lors, recouvrer ce droit que la loi lui a enlevé, qu'autant que la loi elle-même le lui rendrait. Or, aucun texte ne restitue au père, après la dissolution du mariage le droit qu'il a perdu par le fait même de son mariage.» On a beau objecter que les termes de l'art. 380 supposent que le père est actuellement remarié, Demolombe soutient que le texte n'exige nullement cette condition (2). L'article 380 dit simplement «si le père est remarié, s'il a contracté une nouvelle union, peu importe qu'elle dure encore». Et Demolombe estime que les motifs essentiels de la loi justifient son opinion.

«Le législateur lui-même l'a dit, quand le père ou la mère sont remariés, il ne leur suppose plus la même tendresse ni la même impartialité» (3). Ce motif est

(1) Locré. Commentaires des codes français VII, p. 61.

(2) Demolombe. Cours code Napoléon 1875, T. 6, p. 240.

(3) Fenet. Trav. préparatoires 1827, T. X, p. 120.

sans doute puissant quand le nouveau conjoint du père existe encore, mais la mort du nouvel époux ne fait nullement disparaître le danger dont la sollicitude du législateur s'est préoccupée. C'est qu'en effet un deuxième mariage modifie toujours un peu la situation du père envers ses enfants. Le père qui se remarie ne conserve pas pour ses enfants du premier lit cet amour exclusif qui offre tant de garanties. Aussi Demolombe conclut-il que la situation du père après le deuxième mariage n'est pas redevenue ce qu'elle était avant le nouveau mariage et que l'art. 380 doit toujours être applicable.

Cette opinion est combattue par la plupart des auteurs qui accordent au père remarié le droit d'exercer la correction paternelle par voie d'autorité en cas de rupture du deuxième mariage. La raison des restrictions apportées au droit du père par l'art. 380 c'est la crainte de l'influence de la nouvelle femme du père trop souvent hostile aux enfants du premier lit, influence qui n'existe naturellement plus en cas de décès, donc le père redevenu veuf recouvre légitimement et sans danger particulier la plénitude de son droit de correction.

Rejetant l'opinion de Demolombe la majorité des auteurs ont soutenu que dans l'art. 380, la loi suppose que le père est actuellement remarié « Si le père est remarié dit Laurent, cela ne signifie pas s'il a contracté une nouvelle union mais s'il était encore en état de mariage. Si le nouvel époux disparaît, la situation est différente. » « Comme le dit Marcadé, un deuxième veuvage donne la même liberté et la même indépendance que le premier, aussi le texte, et comme lui tous les passages des travaux préparatoires ne parlent que de l'époux qui est remarié, des parents qui sont remariés et jamais de celui qui s'est remarié ou de ceux qui se sont remariés. » (1)

(1) Marcadé, Explication du code civil, t. II, p. 149.

Demolombe soutient que quoique l'influence de la marâtre ne soit plus à craindre, l'affection du père n'est plus la même (1), cette considération ne nous touche pas, dit Laurent, car elle est trop intime «Qui peut pénétrer les vrais sentiments du père». (2) Du reste, en cas de divorce, tout le monde est d'accord pour admettre la renaissance du droit d'autorité. Or, nous n'avons qu'un seul et même texte; si le père divorcé peut faire détenir un enfant par voie d'autorité, il serait illogique de refuser ce droit au père redevenu veuf.

3°) l'existence de biens personnels à l'enfant.

Ce fait oblige le père à user de la réquisition.

ART. 382 mod. par ART. 6 décret: «Lorsque l'enfant aura des biens personnels, sa détention, même au-dessous de 16 ans ne pourra avoir lieu que par voie de réquisition et en la forme prescrite dans l'art. 377. » Cette inégalité de traitement entre l'enfant qui possède et celui qui n'a rien a été maintenue par les auteurs du décret et cependant il n'y a aucune raison de séparer les deux catégories.

Les auteurs du code l'avaient insérée sur la proposition de Cambacérés «qui supposait dissipateur le père de l'enfant et dans ce cas, disait-il, il est hors de doute que le père cherchera à le dépouiller, qu'il se vengera des refus de l'enfant et que peut être, il lui fera acheter sa liberté» (3). Cette raison ne paraît pas fondée, il ne faut pas oublier qu'au dessous de 16 ans, le père administre les biens de l'enfant, en jouit mais ne peut en disposer. Il est donc impossible de faire acheter à l'enfant sa liberté.

4°) L'ART. 382 nouveau, 6 du décret-loi prévoit aussi une exception en faveur de l'enfant âgé de moins de 16 ans, qui exerce un état. Alors que la disposition précitée paraissait peu fondée on ne peut qu'approuver celle qui protège l'enfant pourvu d'un état. Etant utile

(1) Demolombe. Dr. Civil, 1875, T. IV, p. 241.

(2) Laurent. D. Civil, t. IV, p. 375.

(3) Fenet, déjà cité, T. X. p. 497.

à la société il mérite d'être encouragé. Il suffit que l'enfant se livre à un travail lucratif et le fait n'est plus rare.

2°) LA MÈRE.

Du vivant du père; les propositions Besnard et Martin conféraient le droit de correction à la mère, concurremment avec le père. «Si l'enfant est âgé de moins de seize ans commencés, le père ou la mère pourront le faire détenir pendant un temps qui ne pourra excéder un mois: Art. 376, proposition Besnard. Le décret-loi, comme le code, n'accorde ce droit à la mère *qu'en cas de décès du père*.

Sous l'empire du code, *à la mort du père*, une condition s'imposait à la mère, il fallait qu'elle ne soit pas remariée. Cette condition était supprimée dans les propositions Besnard et Martin, qui accordaient le droit de correction à la mère survivante qu'elle fût remariée ou non. Cette innovation a été introduite dans notre législation par le décret-loi.

Mère non remariée: (ART. 381 nouveau, résultant de l'art. 5 — 1^{er} alinéa du décret-loi).

La mère survivante et non remariée ne pourra obtenir le placement de son enfant qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels et qu'en se conformant aux dispositions de l'art. 377.

Le droit de la mère survivante et non remariée est par sa conception bien différent de celui du père, la mère ne peut exercer le droit de correction que par voie de réquisition, même à l'égard d'un enfant âgé de moins de 16 ans. De plus le concours des deux plus proches parents de l'enfant, c'est-à-dire leur assentiment est indispensable; il ne suffit pas que ces derniers approuvent la mère, il faut qu'ils fassent acte de volonté.

Cette règle était déjà dans le code, et les motifs sont contenus dans le rapport de Vésin au Tribunat: «c'est dans l'intérêt de la mère encore plus que dans celui de l'enfant que la loi a exigé le concours des deux plus proches parents paternels, des témoins impartiaux qui

pourront toujours attester la nécessité de cette mesure de rigueur et qui seront les garants de sa bonne administration.» (1) La faiblesse du jugement des femmes, leur caractère d'emporlement assez ordinaire à ce sexe empêchent en effet qu'on ne puisse compter sur leur jugement comme sur celui du père.

Ces motifs qui paraissent à l'heure actuelle un peu désuets ont cependant inspiré les rédacteurs du décret-loi. Ils sont d'autant plus discutables que la mère ne pouvant agir que par voie de réquisition, le contrôle du président paraît suffisant et cette superposition de garanties ne peut que nuire au fonctionnement d'une institution utile et entraver son exercice. La mère devant des parents paternels récalcitrants, négligents ou vindicatifs avec qui elle pourra entretenir des relations plus ou moins amicales devra renoncer à son droit.

Ce contrôle des plus proches parents était maintenu dans la proposition Besnard mais pour des motifs qui n'étaient pas particuliers à la femme puisque «le père comme la mère remariés devaient pour faire placer l'enfant d'un précédent mariage, faire signer la requête par les deux plus proches parents de l'enfant.» La proposition Martin au contraire supprimait cette autorisation tant pour la mère que pour le père.

A propos des droits paternels, nous avons signalé des points oubliés par nos législateurs de 1804 et de 1935; en ce qui concerne la mère, le décret laisse subsister une lacune. Si l'enfant n'a pas de parents paternels, comment exercera-t-elle ce droit ? Une première opinion décide que l'enfant ne pourra être placé sur la demande de la mère car il manque la condition principale; du moment que le défaut de parents paternels est constaté, la correction est impossible. Il semble que ce serait retourner contre la mère un droit destiné à sauvegarder son intérêt et à maintenir son autorité. D'autre part, cette interprétation priverait l'enfant d'une mesure qui sans être pour son agrément, ne lui en est

(1) Loaré, déjà cité, T. VII, p. 74.

pas moins profitable et n'est ordonnée par la loi qu'en vue de son amendement.

D'autres auteurs, entre autres Aubry et Rau exigeaient le concours de deux membres du conseil de famille remplaçant les parents paternels (1). Ce conseil, alors même qu'il est composé d'étrangers, constitue quant à l'administration de la personne et des biens de l'enfant sa parenté légale.

Enfin une troisième opinion soutenue par Baudry-Lacantinerie (2) permet à la mère de «requérir la détention de son enfant sans aucune assistance sauf au président du tribunal à prendre les renseignements qu'il jugera nécessaires», cette solution, la plus simple, nous paraît préférable.

Mère remariée:

Le Décret institue une réforme heureuse en lui accordant le droit de correction que le code lui avait refusé, redoutant la haine du deuxième mari. Ses auteurs ont estimé à juste titre que la mère remariée pouvait avoir légitimement à se plaindre de son enfant et qu'il était nécessaire qu'elle pût prendre des mesures sévères d'éducation. Dans l'attribution du droit de correction, ils ont établi l'égalité entre le père et la mère remariés; mais l'inégalité subsiste dans l'exercice. En effet, si le père remarié est soumis au seul contrôle judiciaire, la mère remariée doit d'abord obtenir un assentiment familial, celui du conseil de famille dont le texte exige l'unanimité. La mère est placée dans la même situation que le tuteur.

«La mère survivante et remariée ne pourra obtenir le placement de son enfant qu'en se conformant aux dispositions de l'art. 468 (relatives à l'exercice du droit de correction par le tuteur) (art. 381 nouveau, § 2). La mère survivante est donc soumise à deux formalités différentes suivant qu'elle est remariée: consentement unanime du conseil de famille, — ou qu'elle ne l'est

(1) Aubry et Rau. D. civil 1873, T. VI, p. 79.

(2) Baudry-Lacantinerie. D. civil 1905, T. IV, p. 157.

pas: consentement des deux plus proches parents paternels. Il semble que le décret aurait pu sans danger uniformiser les deux situations et exiger dans les deux cas le consentement des deux plus proches parents paternels, garantie suffisante. D'autre part cette condition ne peut qu'être nuisible à l'enfant et à la mère: il serait en effet bien étonnant que celle-ci, par son deuxième mariage ne se soit pas créé, dans le conseil de famille un ennemi dont l'animosité trouvera tout naturellement à se manifester en pareil cas. Le Décret qui avait apporté une réforme heureuse en accordant le droit de correction à la mère remariée, l'aura de lui-même anéantie car il en a entravé l'exercice.

3°) LE TUTEUR (Article 468 nouveau, modifié par l'article 7 du décret-loi).

«Le tuteur qui a des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur, pourra, s'il y est autorisé par une décision du conseil de famille prise à l'unanimité, solliciter le placement du mineur dans les formes et conditions prévues par l'art. 377, même si le mineur est âgé de moins de 16 ans.

L'article 405 charge le tuteur de prendre soin de la personne du mineur, de son éducation, l'article 468 lui permet de mener cette éducation à bonne fin. Mais ce droit de placement n'est pas aussi étendu que celui du père, il faut au tuteur l'autorisation du conseil de famille.

C'est à ce propos qu'il faut noter une différence entre le texte du code qui portait «s'il y est autorisé par le conseil de famille» et celui du décret «s'il y est autorisé par une décision du conseil de famille prise à l'unanimité». Normalement une pareille décision se prend à la majorité, le décret est plus restrictif que le code. L'utilité d'une pareille exigence ne se faisant nullement sentir d'autant qu'il ne s'agit plus de faire «incarcérer l'enfant, mais de solliciter son placement».

Le code de 1804 pouvait prêter à équivoque, car il était ainsi conçu: «le tuteur pourra provoquer la réclu-

sion du mineur conformément à ce qui est statué au titre de la puissance paternelle, il renvoyait au droit du père sans préciser si le tuteur avait le choix entre la voie d'autorité ou de réquisition; le décret a spécifié qu'il qu'il renvoyait à l'article 377 même si le mineur était âgé de moins de 16 ans, le tuteur ne peut donc jamais agir par voie d'autorité.

4°) ENFANTS NATURELS.

Il est une catégorie de mineurs que nous ne pouvons omettre, ce sont les enfants naturels. Ils sont régis par la loi du 2 juillet 1907 que le décret a modifiée pour les enfants naturels non reconnus.

En reconnaissant aux pères certains droits, aux enfants certains devoirs, le droit positif n'a fait que donner force de loi aux principes naturels du bon sens. La puissance paternelle dérivant du fait de la procréation doit donc appartenir aussi bien aux pères et mères naturels qu'aux légitimes. Il ne s'agit pas de la situation légale au moment de la conception de l'enfant mais uniquement du fait de sa naissance en ne tenant compte que de l'acte lui-même et des conséquences qui en découlent.

Encore faut-il que la filiation soit reconnue. Pour les enfants naturels non reconnus, le tribunal civil nommera un tuteur qui exercera le droit de correction sous le contrôle du tribunal faisant fonction de conseil de famille.

Mais il arrivait fréquemment que le tuteur, dont la désignation était toujours difficile, fit preuve de négligence ou d'incapacité dans l'exercice de ses fonctions et le tribunal n'avait pas à sa disposition les moyens d'investigation suffisants pour être avisé de cet état de choses. (1) Aussi le décret du 30 Octobre prévoit «que le tribunal pourra, même en cas de tutelle régulièrement organisée, désigner, soit d'office, soit sur réquisitions du Procureur de la République, un délégué chargé de

(1) Rapport précédant le Décret-loi, J.-O. 30 Octobre 1935.

veiller aux intérêts matériels et moraux de l'enfant». Ce délégué proposera toutes mesures utiles et pourra donc signaler au Procureur de la République l'efficacité d'une mesure de placement; celui-ci en effet est chargé de recueillir et d'apprécier la valeur des mesures suggérées par le délégué.

Pour les enfants adultérins et incestueux, ils ne peuvent être reconnus. Cependant la reconnaissance peut avoir lieu de la part d'un seul parent; si l'enfant est adultérin, celui des deux parents qui est libre peut le reconnaître valablement; si l'enfant est incestueux, le père ou la mère peut faire également une reconnaissance isolée, l'autre parent restant inconnu, rien ne viendra révéler l'adultère ou l'inceste et l'enfant jouira envers celui qui l'a reconnu de tous les droits et devoirs d'un enfant naturel simple.

Les enfants adultérins et incestueux peuvent dans certains cas, être légitimés par le mariage subséquent des père et mère et prendre la qualité d'enfant légitime avec toutes les prérogatives qui lui sont attachés (Art. 331, al. 2 et 3).

Pour les enfants nés de relations adultérines ou incestueuses qui n'ont pu prendre ni la qualité d'enfant naturel simple, ni celle d'enfant légitime, ils sont assimilés aux enfants naturels non reconnus, c'est-à-dire soumis au régime de la tutelle du tribunal civil (art. 389, loi 1907, al. 2), on ne peut parler pour eux de puissance paternelle.

Voyons maintenant les enfants naturels reconnus, leurs parents ont-ils le droit de correction ? Aux termes de l'article 383 (loi 1907), «La puissance paternelle sur les enfants naturels légalement reconnus est exercée par celui des père et mère qui les aura reconnus le premier ; en cas de reconnaissance simultanée par le père et la mère, le père seul exerce l'autorité attachée à la puissance paternelle; en cas de prédécès de celui des parents auquel appartient la puissance paternelle, le survivant en est investi de plein droit.»

Le Tribunal peut toutefois, si l'intérêt de l'enfant

l'exige, confier la puissance paternelle à celui des parents qui n'en est pas investi par la loi.

Sous ces réserves et sauf ce qui sera dit à l'article 389 de l'administration des biens, la puissance paternelle sur les enfants naturels est régie comme celle relative aux enfants légitimes.

La puissance paternelle, et par conséquent le droit de correction sur les enfants naturels n'est plus le privilège du père comme pour les enfants légitimes sauf en cas de reconnaissance simultanée.

En cas de reconnaissance successive, le premier parent qui aura reconnu l'enfant, en cas de décès de l'un des père et mère, le survivant, exerceront le droit de correction.

La loi laisse à la jurisprudence la possibilité d'une initiative hardie, dictée par l'intérêt de l'enfant; si celui-ci l'exige, le tribunal pourra modifier la loi et attribuer la puissance paternelle, le droit de correction, à celui des parents qui n'en est pas investi par elle.

La loi de 1907 a soulevé des questions que le décret n'a pas résolues, relatives à la mère et au mariage du père.

Si la mère est investie de la puissance paternelle sur l'enfant naturel, pourra-t-elle user du droit de correction tantôt par voie d'autorité, tantôt par voie de réquisition ? Devra-t-elle être assimilée au père ? Ou bien faut-il l'assimiler à la mère veuve, auquel cas elle ne pourra agir que par voie de réquisition ?

Le père investi de la puissance paternelle puis marié avec une autre que la mère, perdra-t-il la faculté d'user de la correction par voie d'autorité comme le veuf remarié ? (Art. 380); en d'autres termes le mariage du père naturel aura-t-il sur le fonctionnement du droit de correction la même influence que le remariage d'un père légitime ?

Le décret a résolu bien indirectement d'ailleurs une question analogue. Sous le code, le remariage de la mère survivante légitime lui faisait perdre son droit

de correction. Qu'advenait-il à la mère naturelle se mariant avec un autre que le père ? Le problème est aujourd'hui résolu puisque la mère légitime qui se remarie conserve le droit de correction.

Chapitre 11

Mode d'exercice

Nous venons de passer en revue les différentes personnes pouvant faire ordonner le placement de l'enfant. Nous allons étudier maintenant les conditions d'exercice.

La personne qui désire user du droit de placement à l'égard d'un mineur indiscipliné doit s'adresser au président du tribunal.

M. Besnard, qui donnait compétence au tribunal, exigeait pour saisir celui-ci une « requête signée, visée pour timbre et enregistrée gratis ». Les rédacteurs du code et du décret au contraire, par esprit de bienveillance et dans leur désir de reclasser le mineur, ont voulu éviter dans la mesure du possible toute trace de l'internement ou du placement.

Ce souci apparaît dans l'article 378 du code que le décret a laissé intact.

« Il n'y aura dans l'un et l'autre cas aucune écriture ni formalité judiciaire si ce n'est l'ordre d'arrestation pour lequel les motifs n'en seront point énoncés. »

Ce texte est formel, aucune forme n'est imposée pour la demande qui peut être adressée par simple lettre ou même verbalement.

Si elle est admise, le président délivrera l'ordre d'arrestation non motivé mais écrit, car dans notre droit, nul ne peut être arrêté que par autorité de justice.

De plus, le père qui veut faire placer par voie d'autorité son fils âgé de moins de 16 ans, doit produire un acte de naissance.

Et l'agent de la force publique qui exécutera l'ordre dressera procès-verbal d'arrestation, le directeur de la

maison de placement transcrira l'ordre sur son registre.

Ces actes sont indispensables, le texte ne parle que de la procédure antérieure à l'ordre mais non des actes indispensables pour régulariser le placement. Le législateur n'interdit pas de «se servir d'une plume pour noter quoi que ce soit » (1). Ce serait une chose d'autant plus absurde que quelques articles plus loin il dit que l'enfant détenu pourra adresser un mémoire au procureur général, lequel demandera des explications au procureur de la République. Or la demande de renseignements est inopérante s'il n'y a pas un dossier que l'on peut consulter et si le procureur de la République ne pouvait ainsi dire pourquoi et dans quelles conditions le président a délivré l'ordre d'arrestation.

Dans quelles conditions le président le délivrera-t-il ?

Dans la proposition Besnard, le tribunal qui était compétent, ne pouvait agir que par voie de réquisition, il en était de même pour le président dans la proposition Martin. Le décret au contraire a conservé le système du code, le père, nous l'avons vu, 'agi' tantôt par voie d'autorité, tantôt par voie de réquisition.

Voie d'autorité. — L'autorité du père est dans ce cas absolue, elle reçoit la considération légale du magistrat, pure formalité; mais elle ne tire sa force que d'elle-même et le représentant de la puissance publique n'intervient que pour examiner si l'enfant est encore à l'âge où le père peut ordonner son placement. Le président peut adresser au père ses observations, lui faire des remontrances, mais si le père persiste, il doit délivrer l'ordre d'arrestation.

Voie de réquisition : Nous voyons intervenir ici le contrôle de la puissance publique. Le président examine le bien fondé de la demande, il confère avec le procureur de la République et statue. Il est maître de sa décision qui s'impose au père. Il n'existe pas comme dans

(1) R. P. 1845, Bonjeau, p. 5.

la proposition Besnard une faculté d'appel pour faire réformer la décision, le président statue en premier et dernier ressort.

Il existe un trait commun aux deux modes de placement, le président choisit lui-même «la maison d'éducation surveillée, l'institution charitable ou la personne agréée par l'autorité ou les tribunaux qui sera chargée d'assurer la garde et l'éducation de l'enfant». Dans le code une seule solution était possible, la détention.

D'autre part dans ces deux cas, le président a un pouvoir souverain pour fixer la durée du placement «le président du tribunal civil désignera en outre pour une période qu'il déterminera» (art. 376 nouveau). Les auteurs du décret ont voulu individualiser le placement, estimant que la durée du placement devait varier suivant le degré de perversité du mineur. Cette idée avait déjà inspiré M. Besnard, qui laissait également au tribunal la faculté de fixer la durée du placement «dans la maison de réforme, sans qu'elle puisse dépasser un an.» Dans le code, le président ne pouvait «qu'abrégier le temps de la détention requis par le père», quand celui-ci agissait par voie de réquisition. En cas d'autorité, il n'avait aucune liberté d'appréciation.

Le mineur contre qui a été décerné l'ordre d'arrestation est conduit «dans la maison d'éducation surveillée, dans l'institution charitable ou chez la personne agréée par les tribunaux ou l'autorité administrative, qui a été choisie par le président. Quand ce placement prendra-t-il fin ? Normalement par l'expiration du délai fixé par le président et qui ne peut excéder la majorité de l'enfant.

Mais le président peut encore intervenir si l'intérêt du mineur l'exige. Le procureur de la République ou la personne qui a sollicité la mesure peuvent lui demander de la révoquer ou de la modifier. Nous voyons apparaître ici le droit de grâce.

Dans le code, il était régi par l'article 379: «le père est toujours maître d'abrégier la durée de la détention par lui ordonnée ou requise». Le droit de grâce n'appar-

tenait qu'au père et celui-ci avait toute liberté sur ce point. Il avait donné lieu à de nombreuses critiques. Quand l'enfant était détenu par voie d'autorité, c'était le père qui ordonnait l'incarcération, il était donc légitime qu'il pût l'interrompre à sa guise. Mais quand l'enfant était incarcéré par voie de réquisition, c'était sur l'ordre du président lui-même, représentant de la puissance publique. Avec le droit de grâce, cette autorité n'était qu'illusoire puisque le père pouvait ou bien laisser expirer le délai ou bien l'interrompre et anéantir une décision du président. Ce droit critiquable du point de vue théorique l'était bien davantage du point de vue pratique car il avait donné lieu à de nombreux abus, de nombreux requérants venaient retirer leurs enfants malgré les protestations des directeurs bien avant l'expiration du délai fixé. Devant ces faits l'idée d'un contrôle du droit de grâce avait pris naissance et nous la retrouvons dans un projet Brueyre (1) consistant à établir auprès de chaque établissement pénitentiaire une sorte de tribunal chargé d'apprécier le moment où l'enfant devait être mis en liberté. «Ce serait, dit ce projet, le cas de reprendre l'idée des commissions de surveillance inscrite dans l'article 8 de la loi de 1850. Le jury comprendrait, outre le Directeur de l'établissement, un magistrat du tribunal le plus rapproché et un élément privé choisi dans le voisinage de la colonie».

D'autres auteurs ont émis la prétention de guérir radicalement le mal en supprimant le droit de grâce. Le décret sans en arriver à cette mesure extrême l'a conservé mais en lui apportant d'importantes modifications. Il en étend l'exercice, le confiant au père, à la mère, au tuteur ou toute autre personne qui a sollicité le placement, au procureur de la République lui-même agissant dans l'intérêt du mineur, mais il en restreint singulièrement l'efficacité en ménageant à la puissance publique représentée par l'autorité judiciaire une place prépondérante. Le demande tendant à faire modifier

(1) R. P. 1893, p. 167.

ou révoquer la mesure est adressée au Président du tribunal qui en examine le bien fondé et reste libre de sa décision, il peut déférer à la demande ou la rejeter après avoir pris tous renseignements utiles.

Cette innovation a l'avantage de satisfaire aux critiques légitimes dont le droit de grâce avait été l'objet, de permettre le maintien du placement quand l'intérêt de l'enfant le commande, sans cependant alourdir la procédure.

Le placement peut encore prendre fin avant le délai fixé, sur l'initiative du mineur, il s'agit d'une garantie du code que le décret a laissé subsister, et qui est énoncée dans l'article 382.

«L'enfant placé pourra s'adresser au procureur général près la Cour d'appel qui, après avis du procureur de la République, fera son rapport au premier président de ladite cour et après en avoir donné avis au père, à la mère ou au tuteur et après s'être entouré de tous renseignements utiles, pourra révoquer ou modifier les mesures prises par le président du tribunal civil.»

L'article dit «placé», donc ce recours n'a pas d'effet suspensif, il ne s'agit pas d'une voie d'appel car la loi a voulu éviter tout ce qui pourrait donner à l'exercice de la correction paternelle l'apparence d'une contestation entre le père et l'enfant. C'est une sorte de pouvoir tutélaire exercé par le premier président qui peut modifier la décision du président du tribunal.

Cette voie de recours peut-elle être employée en dehors des deux cas prévus au même article, c'est-à-dire en dehors des hypothèses où l'enfant a des biens ou exerce un état ? C'est une question qui n'a pas été tranchée par le nouveau texte. Un point généralement admis est que l'enfant ne peut réclamer quand il est détenu par voie d'autorité car dans ce cas le père requiert le placement en vertu d'un pouvoir absolu qui ne saurait souffrir aucune atteinte. Mais l'enfant pourra-t-il exercer ce recours quand son père sera remarié et quand il aura plus de 16 ans ?

Il semble que si la nature de la voie d'autorité inter-

dit tout recours contre la décision du père, la voie de réquisition comporte par son essence même, donc dans tous les cas où elle est exercée, ce contrôle supérieur. Cette opinion a d'ailleurs été consacrée par un arrêt de la Cour d'appel d'Aix (1).

La valeur de cette garantie accordée à l'enfant paraît inexistante. Dans la plupart des cas, l'intéressé ignore la loi, ou s'il la connaît, il n'ose pas s'en servir.

Le décret a conservé la base de l'organisation familiale du code, la puissance paternelle et le système général du droit de correction. Il n'a pas supprimé la voie d'autorité, il a donné lui aussi compétence au président du tribunal civil pour intervenir d'une façon discrète dans le maintien de la discipline familiale.

En même temps il a rajeuni d'une manière appréciable le vieux système de 1804 en tenant compte des idées modernes tendant à l'amendement de l'enfant, il a intégré dans le droit civil l'idée moderne d'individualisation de la peine sous la forme de l'individualisation du traitement appliqué au mineur placé, avec comme conséquences les sentences indéterminées et les mesures de sûreté remplaçant les peines.

La mesure de sûreté se distingue de la peine principalement par sa fonction. La peine a une double fonction de prévention spéciale et de prévention générale. Elle remplit la première par la souffrance qu'elle entraîne, avec l'intimidation qui en résulte et aussi par l'amendement qu'elle s'efforce d'amener chez le condamné. Elle remplit la seconde, tout aussi essentielle que la première par son exemplarité, qui exige qu'elle soit infligée dans une certaine proportion avec la gravité du délit, qu'elle soit prononcée alors même qu'il serait à peu près sûr que le coupable ne récidivera pas; cela à titre de blâme social pour servir d'avertissement à la collectivité et à titre de satisfaction donnée à l'opinion, surtout de satisfaction accordée à la victime, ce qui est de nature à empêcher la vengeance et les représailles.

(1) Dalloz. Jurisprud. génér. Aix 21 juillet 1905. Sommaire p. 48.

La peine suppose d'autre part que la culpabilité morale du délinquant existe et elle doit être autant que possible proportionnée au degré de cette culpabilité. Or, c'est surtout à ce dernier point de vue que la peine apparaît parfois insuffisante à défendre efficacement la société. Il en est ainsi toutes les fois que le délinquant, bien que dangereux, à raison des tares qu'il présente ou de son genre de vie, de ses antécédents judiciaires, est précisément à cause de cela, moralement peu responsable; c'est le plus souvent le cas du mineur qui fait l'objet d'une demande de placement, la mesure de sûreté remplit à son égard une fonction de prévention individuelle et sociale.

La mesure de sûreté tend uniquement à éviter la récidive, soit en mettant le coupable dans l'impossibilité de nuire, soit en faisant disparaître son état dangereux par un traitement approprié. Ce traitement, variable avec la cause du danger social criminel que présente le délinquant doit durer autant que ce danger n'a pas disparu; pour le mineur placé cependant il ne pourra dépasser l'âge de la majorité, mais il doit cesser dès que le danger n'existe plus.

Quel est le régime particulier des mesures de sûreté ? La nature du danger social que peut présenter un délinquant est très variable comme les causes même de ce danger. La mesure destinée à le combattre doit correspondre autant que possible à ces causes. La mesure de sûreté, dès lors, ne se comprend plus, encore que la peine, qu'individualisée, ce qui suppose l'organisation par le législateur de mesures suffisamment souples et variées pour s'adapter à toutes les situations. Mais cela suppose des pouvoirs étendus reconnus au juge pour le choix des mesures à ordonner et surtout la possibilité de faire varier la mesure en cours d'exécution suivant l'effet qu'elle produit et d'après les changements qui peuvent survenir dans la personne de celui qui y est soumis. Cette double latitude a été incorporée dans notre droit pénal par la loi du 22 juillet 1912; le législateur de 1935

l'a introduite dans notre droit civil en l'appliquant au mineur placé:

ARTICLE 376 nouveau: «Le président du tribunal civil désignera en outre pour une période qu'il déterminera, mais qui ne pourra excéder la majorité de l'enfant, soit une maison d'éducation surveillée, soit une institution charitable, soit toute autre personne agréée par l'autorité administrative ou les tribunaux et qui sera chargée d'assurer la garde et l'éducation de l'enfant». Le président choisira donc l'institution qui lui paraîtra convenir le mieux au caractère de l'enfant.

ARTICLE 379, nouveau: «Les mesures de garde ordonnées peuvent toujours être modifiées ou révoquées par le président du tribunal, à la requête du Procureur de la République ou à la demande du père ou de toute personne qui les a sollicitées.» Ainsi, si le régime auquel est soumis le mineur se révèle inefficace, ou si au contraire le redressement escompté a été obtenu avant l'expiration du délai fixé, le président peut, dans le premier cas, placer le mineur dans une autre maison d'éducation, dans le second cas abréger la durée du placement.

La substitution du placement à l'incarcération est une initiative heureuse; et comme la nouvelle mesure est plus douce que ne l'était l'ancienne, les auteurs du décret-loi ont pu en admettre plus libéralement l'emploi.

La durée maxima de l'incarcération était de six mois, le placement peut être prolongé jusqu'à la majorité de l'enfant.

La mère remariée peut poursuivre le placement du mineur alors que le code ne lui accordait pas le droit de demander l'incarcération;

Le père avait droit de grâce; le nouvel article 379 ne lui permet que de saisir le président qui est libre de sa décision.

«Ainsi le système gagne en étendue d'application ce qu'il perd en vigueur et en intensité.» (1)

(1) Josserand, déjà cité, 25.

Mais cette œuvre importante donne lieu à deux ordres de critiques, relatives au contrôle familial et au rôle de l'autorité judiciaire.

Le contrôle familial intervient dans trois cas : demande de placement par la mère non remariée sous la forme du consentement des deux plus proches parents paternels, par la mère remariée et par le tuteur sous la forme du consentement unanime du conseil de famille. Nous ne reviendrons pas sur l'impossibilité d'obtenir le consentement unanime d'un tel organe. Mais ces autorisations constituent des garanties illusoires et surtout des entraves inutiles, car le contrôle du président est suffisant pour éviter les abus, — dangereuses, car les membres du conseil et les parents paternels eux mêmes, par suite de la dislocation actuelle de la famille, se désintéresseront souvent de l'enfant ou se laisseront guider facilement par des sentiments autres que le désir de sauvegarder sa santé morale. L'idée du tribunal de famille chargée de décider l'envoi en correction de l'enfant que le droit révolutionnaire avait lancée, a fait faillite, nous l'avons vu. Pourquoi s'obstiner à la ressusciter !

Le décret a élargi la mission du président du tribunal qui ne se borne plus désormais à éviter les abus, mais à diriger véritablement l'éducation du mineur, puisqu'il choisit l'institution qui aura la garde de l'enfant et qu'il fixe à l'avance la durée du placement dans tous les cas. Le président appuiera sa décision sur l'enquête, sur les rapports de police qui le renseigneront sur la situation de l'enfant dans sa famille, sur le milieu dans lequel il vit, sur la moralité et la réputation de ses parents. Mais l'enfant lui-même, il ne le connaît pas, il n'a aucune idée de sa perversité ; il lui administrera un traitement, un remède sans savoir exactement le mal dont il est atteint. Le décret, en lui confiant une mission nouvelle, choisir un établissement convenant à la santé morale de l'enfant et fixer la durée du traitement, ne lui a pas donné les moyens de la remplir.

CONCLUSION

Droit comparé. — Projets de réformes

Nous envisagerons successivement les législations allemande, suisse et belge qui ont un système de correction basé comme le notre sur la puissance paternelle, mais présentant des caractères particuliers, puis les législations anglo-saxonnes tout à fait différentes des premières. Nous terminerons cette étude de droit comparé par un aperçu très général du système soviétique, unique au monde.

I. — DROIT ALLEMAND:

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le régime allemand est peu différent du nôtre, mais sa modification était à l'étude. Les 7 et 8 avril 1893, le congrès tenu à Berlin par le groupe allemand de l'union internationale du droit pénal émettait le vœu suivant : «Avoir une législation qui soit plus douce aux enfants plus jeunes, et plus sévère aux enfants ayant passé une certaine limite d'âge, fixée à 14 ans; ne pas donner au père de famille un droit aussi étendu sur un enfant de moins de 14 ans; mais à partir de cet âge rendre la détention plus longue et plus sévère». (1),

Le nouveau code civil allemand promulgué le 18 août 1896 pour rentrer en vigueur le 1^{er} janvier 1900 a apporté d'assez profondes modifications aux droits des parents sur leurs enfants en développant considérablement le contrôle de l'Etat sur la puissance paternelle, par l'institution de l'éducation forcée.

Le droit de correction du père est régi par l'article 1631:

(1) Communication du Dr. Felich, jugé à Berlin, à la Société des Prisons. Rev. Pénit. Année 1894, p. 80.

«Le père, en vertu du droit d'éducation, peut user envers l'enfant des moyens de discipline convenables; sur sa requête, le tribunal des tutelles doit le soutenir par des mesures disciplinaires appropriées.»

L'exercice du droit de correction est accordé au père comme le corollaire de son droit d'éducation avec le concours et sous le contrôle du tribunal des tutelles qui joue le rôle du président du tribunal civil en France. C'est une division du tribunal de baillage chargée de la surveillance des tutelles, et en général de tout ce qui concerne les mineurs. Il connaît des poursuites pénales dirigées contre les mineurs de 12 ans qui ne peuvent être poursuivis correctionnellement, il prend à leur égard toutes les mesures commandées par leur intérêt.

Le code de 1896 ne s'éloigne donc pas beaucoup dans son principe de notre législation.

Mais les différences surgissent dans l'intervention de l'Etat à l'intérieur des familles pour contrôler l'administration de la puissance paternelle et l'éducation donnée à l'enfant. Ce contrôle est consacré par les articles 1666 et 1838:

ARTICLE 1666: «Si l'intérêt moral et physique de l'enfant est mis en péril, parce que le père abuse du droit de prendre soin de la personne de l'enfant, parce qu'il le néglige, ou parce qu'il mène une conduite déshonorante ou immorale, le tribunal des tutelles doit prendre les mesures nécessaires pour écarter le danger, spécialement il peut ordonner que l'enfant sera placé dans une famille convenable ou dans une maison de correction.»

ARTICLE 1838: «Le tribunal des tutelles peut ordonner que le pupille sera placé, en vue de son éducation, dans une famille convenable, dans une maison d'éducation ou dans une maison de correction. Si le père ou la mère est chargé du soin de la personne du pupille, pareil ordre ne peut être donné que sous les conditions déterminées par l'article 1666.»

Ces deux articles accordent aux pouvoirs publics un droit très large d'appréciation. En résumé, l'Etat a un pouvoir discrétionnaire pour prendre en main l'éduca-

tion des pupilles en tutelle, et il peut s'emparer des autres enfants toutes les fois que ceux-ci, par le fait de leurs parents, courent un danger, soit physique, soit intellectuel. (1)

DROIT SUISSE:

La codification du droit civil suisse dont la première expression se trouve dans l'article 48 de la constitution helvétique du 12 avril 1798 n'a été réalisée qu'au début de notre siècle. Le projet de code fut soumis aux Chambres par le Conseil fédéral, le 28 mai 1904. Le Conseil national et le Conseil des Etats, après des délibérations qui durèrent trois ans adoptèrent tous deux le projet à l'unanimité le 10 décembre 1907. Il entra en vigueur le premier Janvier 1912, consacrant l'unification du droit privé.

L'autorité paternelle est exercée en commun par les père et mère sur leur enfants mineurs. A défaut d'entente le père décide (article 274). Les père et mère ont le droit de correction sur leurs enfants (article 278), mais ils doivent s'adresser à l'autorité tutélaire qui est libre de sa décision.

A la demande des parents, des mesures d'éducation peuvent être prises par l'autorité tutélaire «quand l'enfant oppose, par méchanceté, une résistance opiniâtre à leurs ordres et que selon toutes prévisions, d'autres moyens seraient inefficaces». (Article 284, 2^e alinéa).

Indépendamment de l'initiative des parents, la puissance publique peut exercer d'office un droit d'éducation: l'article 283 est ainsi conçu: « Les autorités de tutelle sont tenues, lorsque les père et mère ne remplissent pas leurs devoirs, de prendre les mesures nécessaires pour la protection de l'enfant». Or la tutelle est essentiellement administrative, les autorités de tutelle sont désignées par les cantons (2). Celles-ci peuvent retirer aux parents la garde de leurs enfants et les placer dans des familles ou des établissements, quand leur dévelop-

(1) R. P. 1901, p. 766.

(2) Code civil Suisse, traduit par Virgile Rossel, p. 35.

pement physique ou intellectuel est compromis ou lorsqu'ils sont moralement abandonnés»; (art. 284). Elles peuvent également les déclarer déchus de la puissance paternelle.

L'exercice des droits de correction et d'éducation des parents sur les enfants est donc l'objet d'un contrôle sévère du tribunal des tutelles, organe d'Etat chargé de représenter d'une façon permanente les intérêts des mineurs, système qui présente de grandes analogies avec celui que nous venons de voir fonctionner en droit allemand.

DROIT BELGE:

Le code civil belge avait adopté le système français de la correction paternelle; il distinguait suivant l'âge de l'enfant, l'incarcération par voie d'autorité et l'incarcération par voie de réquisition. Dès l'année 1889, le projet déposé par le ministre de la Justice, M. Le Jeune, avait proposé la suppression du droit de correction paternelle (1). Ce projet, devenu la loi du 15 mai 1912, a fait disparaître «ce pouvoir exorbitant du père» (2); celui-ci peut toutefois s'adresser au juge des enfants.

Le but de cette loi se trouve dans l'exposé des motifs du projet déposé par Jules Le Jeune «La puissance paternelle est une puissance tutélaire et protectrice; les droits de garde et de correction qu'elle comprend ont pour but l'éducation physique et morale de l'enfant. Si les parents en abusent pour corrompre celui-ci, en l'excitant à la débauche ou en l'associant à leur crime, s'ils le rendent victime de leur brutalité ou de leur dépravation, il est juste que la loi leur enlève une autorité qu'ils ne sont pas dignes d'exercer. En pareil cas, l'intérêt de l'enfant demande que cette autorité passe en d'autres mains. L'intérêt social l'exige aussi, l'autorité paternelle, exercée comme elle doit l'être, est une garantie de bon ordre dans la société et un auxiliaire de la puis-

(1) Henri Velge, La protection de l'enfance en Belgique, 1re partie, p. 13.

(2) Henri Velge, même page.

sance publique; la loi ne peut pas tolérer qu'elle devienne un instrument de démoralisation, une cause de prostitution et de crime.» (1)

La conséquence de cette loi qui a élargi considérablement le domaine judiciaire de la protection de l'enfance, a été l'institution «d'un régime préventif ou éducatif, qui, sans exclure la fermeté, tient compte du jeune âge de l'enfant et de l'espoir qu'il y a de l'amender». (2)

La loi de 1912 crée une juridiction nouvelle, celle du juge des enfants, elle relève du droit pénal mais ici encore apparaît l'interdépendance du droit pénal et du droit civil, elle intéresse également ce dernier. Les mineurs qui commettent des infractions comparaissent devant ce tribunal spécial composé d'un juge unique. Cette juridiction doit en effet avoir un caractère paternel et tutélaire. Elle semble donc par là-même exclure la pluralité des juges, l'enfant s'ouvrira plus facilement à un homme qu'à trois et comme le dit madame Carton de Wiart «l'enfant en présence de trois juges, restera sur la défensive et ne s'abandonnera pas à un bon mouvement». (3)

De plus, par sa spécialisation, le juge acquerra une connaissance approfondie de la psychologie infantile. Dans l'âme des enfants appelés à comparaître devant la justice, se meut un monde de pensées, de sensations, d'aspirations, souvent de nature bien hétérogène. Le juge qui s'adonne de toute son âme à sa mission, parviendra à développer les bonnes aspirations de l'enfant, combattre les mauvais penchants en fortifiant le sentiment de l'honneur, en faisant appel à son énergie. Il faut que le juge, qui s'intéresse à cette tâche, aime la jeunesse et la comprenne (4). Or a souvent dit que la fonction fait l'homme; à ce point de vue, il est intéressant de constater, dit M. Velge, avec quels soins les juges des enfants ont assuré le fonctionnement de leur nou-

(1) Mans. Commentaire législatif, p. 25.

(2) Documents du Congrès de la Protection de l'Enfance, 23 juillet 1913, I, p. 5.

(3) Mme Carton de Wiart, dans Henri Velge, déjà cité.

(4) Henri Velge, déjà cité, p. 63.

velle tâche et on peut affirmer que cette mission a fait se lever des hommes capables de l'exécuter.

Le juge des enfants est donc un magistrat chargé de protéger l'enfant contre lui-même ; sa protection ne commence que là où les tendances de l'enfant apparaissent comme dangereuses pour l'ordre social.

Ce magistrat unique est choisi par le Roi, parmi les membres du tribunal de première instance pour une durée de trois ans. Son mandat est renouvelable.

Le juge doit pouvoir avec le plus de facilité possible, s'entourer de tous les renseignements utiles sur la situation de l'enfant et de sa famille. C'est dans ce but que l'article 27 prescrit au juge, après avoir vérifié l'identité et l'âge de l'enfant, de faire enquête sur son état physique et mental ainsi que sur les conditions sociales et morales dans lesquelles il vit. Le juge peut, en tout temps, convoquer le mineur, les personnes qui en ont la garde et les délégués à la protection de l'enfance.

Il peut prendre soit par l'intermédiaire des délégués à la protection de l'enfance, soit directement, l'avis des administrations communales, des ministres du culte, du médecin de la famille, des maîtres de l'école que l'enfant a fréquentée, des patrons chez qui il a travaillé, des visiteurs des pauvres, des commissions de patronage, des sociétés qui se sont occupées de l'enfant.

Les mesures que le juge pourra prendre à l'égard des enfants sont inspirées par l'idée de prévention sociale et d'éducation: «il s'agit de s'occuper d'un destin fragile, de veiller sur un avenir précaire et compromis, de prendre des mesures que le législateur appelle des mesures de garde et d'éducation», (1) graduées d'après le degré de perversité :

Réprimander l'enfant et le rendre aux personnes qui en ont la garde en leur enjoignant de mieux le surveiller à l'avenir. Mettre l'enfant en liberté surveillée.

Le confier jusqu'à sa majorité à une personne, une

(1) Prius: Bulletin de l'Office de la protection de l'enfance, N. 1 1912,

société ou une institution charitable ou d'enseignement, publique ou privée. Mettre l'enfant jusqu'à sa majorité à la disposition du gouvernement: c'est-à-dire, l'envoyer dans une «Ecole de Bienfaisance de l'Etat».

Toutes les mesures prises par le juge des enfants sont essentiellement provisoires. Le juge peut, en premier lieu, prononcer la mise à la disposition du gouvernement avec sursis, en fixant les conditions qu'il met au sursis, librement et d'après les circonstances (article 23). Il peut de plus, soit spontanément, soit à la demande d'une des parties intéressées: ministère public, mineur, parents, tuteur, personnes qui ont la garde de l'enfant, délégués à la protection de l'enfance, rapporter ou modifier les mesures prises et agir au mieux des intérêts du mineur. (Article 31).

Envers quels enfants le juge peut-il intervenir ?

Le juge des enfants est compétent pour prendre des mesures à l'égard des mineurs de 16 ans qui ont commis un fait qualifié infraction par la loi pénale.

Le juge des enfants peut intervenir pour remplacer le droit de correction paternelle que le code civil attribuait au père de famille. Celui-ci ne peut que demander au juge le placement de son enfant; ce droit est accordé à toute personne qui a la garde de celui-ci, parents, tuteur ou personne à qui il a été confié. Le juge est libre de sa décision, il prend la mesure qu'il juge utile. L'âge de 18 ans a été adopté dans ce cas, alors que dans le code, il était fixé à 21 ans. Cette majorité n'est donc ni celle du droit civil qui est toujours 21 ans, ni celle du droit pénal fixée à 16 ans.

Ce magistrat s'occupe également des mineurs vagabonds et prostitués qui ont fait dans notre législation l'objet de lois spéciales.

La loi belge s'occupe des mineurs de 18 ans trouvés mendiants ou vagabonds ou qui se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage. Pour provoquer l'intervention du juge des enfants, il ne faut plus que l'état de mendicité ou de vagabondage soit habi-

tuel ; un fait isolé peut donc suffire (1) ; toutefois, si l'état d'habitude est établi, le juge doit placer l'enfant, soit chez un nourricier, soit dans une institution publique ou privée d'enseignement ou de charité, soit dans une école de bienfaisance de l'Etat; il ne peut se contenter de le réprimander. .

Quand le mineur de 16 ans se livre à la prostitution, à la débauche, cherche ses ressources dans le jeu, dans des trafics ou occupations qui l'exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, le juge peut prendre à son égard toute mesure dont nous avons parlé. (Article 15) (2).

DROIT ANGLAIS.

Le droit civil anglais du XIX^e siècle ignorait le droit de correction paternelle tel qu'il était conçu chez nous; le père avait seulement le droit d'infliger à ses enfants des châtiments modérés; les prisons publiques ne lui étaient point ouvertes. Le juge n'intervenait que pour condamner les enfants dans les formes ordinaires, s'il avait commis quelque crime ou délit.

La loi du 21 décembre 1908, Children Act, est venue édicter toute une série de mesures destinées à empêcher la corruption de l'enfance, à assurer l'éducation des enfants abandonnés ou en danger moral et à atténuer la rigueur des sanctions pénales infligées aux mineurs délinquants à qui pourra être appliqué un traitement spécial.

Des peines sont infligées aux personnes âgées de plus de 16 ans qui menacent de frapper, maltraitent, abandonnent les enfants et adolescents qu'ils doivent élever, garder ou surveiller, qui les laissent s'exposer à un danger pour leur santé. Il en est de même des père et mère, tuteur qui négligent de les bien nourrir, loger, habiller et soigner, ou qui étant indigents, ne les font pas secourir en vertu de la loi sur les pauvres.

Les articles 11, 15, 16, 17 édictent des peines sévères contre ceux qui obligent les enfants et adolescents à

(1) Rapport à la Chambre des Représentants, Mans, déjà cité, p. 307.

(2) Henri Velge, déjà cité p. 69.

mendier, les laissent demander l'aumône, les exposent à être brûlés ou ébouillantés; contre ceux qui laissent aller dans des maisons de prostitution des enfants de 4 à 16 ans, favorisent la séduction ou la prostitution des filles de moins de 16 ans.

Ces dispositions punissent donc pénalement les individus qui, soit par négligence, soit intentionnellement, compromettent la santé physique et morale de l'enfant.

D'autres concernent les enfants se conduisant mal, pour lesquels elles prescrivent des mesures d'éducation.

Peuvent être envoyés dans une école professionnelle les adolescents de moins de 19 ans qui mendient, vagabondent dans les rues, sont abandonnés de leurs parents, sont confiés à des parents adonnés à l'ivrognerie ou ayant subi des condamnations, fréquentent les voleurs ou les gens de mauvaises mœurs, vivent dans un milieu qui facilite leur prostitution.

Il en est de même des enfants que les parents ne peuvent diriger et dont ils demandent l'envoi dans une école professionnelle, c'est le droit de correction des parents tel que nous venons de le voir en Belgique, des enfants qui refusent de suivre les classes ordinaires, des enfants signalés par la police pour leur mauvaise conduite.

Les adolescents de 14 ou 15 ans peuvent, suivant les circonstances, être confiés à la garde de certains parents, de certaines personnes honorables, ou de surveillants spéciaux: probation officers.

Si l'enfant est trop faible d'esprit ou de corps, trop jeune, les tribunaux peuvent surseoir à l'envoi dans une école professionnelle ou désigner un établissement spécial. Dans les maisons de correction les enfants resteront de 3 à 5 ans, mais ils en sortiront toujours à l'âge de 19 ans. Dans les écoles professionnelles, les tribunaux fixeront la durée qu'ils jugeront nécessaire à l'éducation de l'enfant sans qu'on puisse les garder au delà de 16 ans. Les enfants resteront sous la surveillance des directeurs de maisons de correction, même après leur sortie définitive jusqu'à l'âge de 19 ans. Le Sé-

crétaire d'Etat peut toujours modifier les conditions dans lesquelles a été prononcée la mise en liberté provisoire et faire transférer les enfants d'un établissement dans l'autre.

La loi s'est également occupée des mineurs qui enfreignent la loi pénale. D'après les circonstances du délit, les tribunaux peuvent prendre à l'égard des jeunes coupables l'une des décisions suivantes: prononcer la relaxe pure et simple, prononcer la relaxe sous l'engagement de se bien conduire, prononcer la relaxe et placer le coupable dans une école professionnelle ou une maison de correction, condamner le coupable à être fouetté, à payer une amende, des dommages et des frais, condamner les père, mère ou tuteur à payer l'amende, les dommages et les frais, à donner une caution garantissant la bonne conduite de leur enfant ou pupille. (1)

La loi du 21 décembre 1908 a été complétée et modifiée par celle du 22 juillet 1932.

Des «Juvenile Courts» seront seuls chargés désormais de juger les enfants et adolescents et d'assurer leur protection. Ils sont composés de juges choisis par le Secretary of State sur une liste de juges qualifiés pour s'occuper des affaires concernant les enfants et adolescents.

Dans le ressort de la Police Court du district de Londres, un Order in Council déterminera le ressort de chacune des nouvelles juridictions, composées d'un metropolitan Police Officer, président et de deux Justices of the peace dont une femme, choisis sur une liste dressée conformément à un order in Council.

L'autorité locale ou toute personne désignée à cet effet, qui sait qu'un enfant est délaissé par ses parents ou son tuteur, qu'un enfant a été victime d'un des délits contre l'enfant ou appartient à une famille dans laquelle d'autres enfants ont été victimes de semblables délits peut amener cet enfant devant la Juvenile Court, qui peut soit l'envoyer dans une école reconnue (Approved

1) Annuaire de législation étrangère, 1908, p. 33.

School) soit le confier aux soins d'une personne qualifiée ou à la surveillance d'un surveillant spécial: probation officer.

Des réformes sont également apportées à la procédure criminelle relative aux jeunes délinquants qui seront traduits devant la Court of Summary jurisdiction, cour composée d'un seul magistrat. (1)

DROIT AMÉRICAIN:

Les Etats-Unis comme l'Angleterre ignorent le droit de correction basé sur la puissance paternelle. La loi du premier avril 1912 est venue instituer un régime protecteur de l'enfance analogue au système anglais.

Dans chaque comté de première classe, il sera organisé un tribunal pour enfant. Le juge unique choisi par le Gouverneur du consentement du Sénat parmi les counsellors at law est nommé pour cinq ans; sont soumis à sa juridiction:

Les enfants «délinquant» c'est-à-dire ceux qui, au-dessous de 16 ans, violent une loi pénale ou une ordonnance municipale, à moins qu'il ne s'agisse d'un assassinat ou d'un meurtre; ceux qui sont des disorderly persons, des vagabonds, des incorrigibles, des mauvais sujets; ceux qui fréquentent des voleurs ou des gens de mauvaises mœurs, qui grandissent dans la paresse et la mauvaise conduite, qui fréquentent les maisons de jeu et les établissements qui leur sont interdits par les règlements, qui errent dans les rues pendant la nuit, qui ne vont jamais à l'école, qui ne sont point surveillés.

Tout citoyen peut dénoncer au juge spécialisé les enfants «délinquant». Après avoir pris des renseignements, le juge convoque l'enfant et les personnes chargées de sa garde dans l'établissement public qui lui convient, palais de justice, école, endroit désigné par les autorités du comté. Il peut placer l'enfant dans un établissement de réforme de l'Etat, d'une cité, d'une ville, d'un district, d'un bourg ou d'une municipalité, il peut aussi

(1) Annuaire de législation étrangère 1932, p. 28.

le placer en observation sous la surveillance des probation officers. La cause est instruite à huit clos et la décision rendue n'empêche pas l'enfant de garder sa place dans les bureaux de l'Etat ou de la municipalité, elle n'est pas une condamnation.

Le juge visite au moins une fois par an les établissements qui reçoivent des enfants et recherche si ces établissements répondent bien à leur objet. Quand il le croit utile, il rend l'enfant à ses parents. (1)

LEGISLATION SOVIETIQUE :

Nous nous bornerons à exposer les idées générales qui se dégagent de l'étude des rapports entre parents et enfants.

La révolution russe a fait table rase de toutes les institutions de l'ancien régime; en particulier, elle a voulu détruire la religion et toutes les institutions inspirées d'un principe religieux dont la première est la famille.

Son maintien est inconciliable avec la doctrine de Lénine car elle serait pour la tranquillité du régime et la diffusion des idées nouvelles un danger et un obstacle. Tout ce qui pourrait éloigner chaque membre de la grande communauté dont il fait partie et qui a pris en charge de satisfaire ses besoins et ses exigences doit être impitoyablement supprimé. La famille est un îlot où l'on se tient à l'écart. Le respect dû au père, la dépendance des enfants sont des conceptions criminelles. Les enfants doivent être soustraits à la famille et confiés à la collectivité pour être élevés aux frais de l'Etat dans de vastes établissements d'enseignement public; les parents sont déchargés du fardeau qu'est l'éducation d'un enfant. En revanche le père n'aura droit au respect de ses enfants que s'il est partisan du régime communiste. «Nous recommandons, disent les commandements rouges à la jeunesse, de n'honorer que les pères qui ont un point de vue prolétarien. Les autres doivent être rééduqués par les enfants communistes». (1)

Le code de la famille, ou plus exactement le code

(1) Annuaire de législation étrangère 1912.

(1) Revue des deux Mondes, 1er avril 1928.

des lois sur les actes de l'état civil, droit du mariage, de la famille et de la tutelle a été voté le 16 septembre 1918 par le comité exécutif des Soviets et retouché par les décrets du 2 Décembre 1920 et 27 janvier 1921. Un second code, des lois sur le mariage, la famille et la tutelle a été voté et promulgué le 19 novembre 1926 pour entrer en vigueur le premier janvier 1927.

Le code soviétique repose sur l'idée de l'égalité absolue entre les parents et les enfants. «Leurs relations mutuelles sont basées sur l'idée de camaraderie» (1); il n'y a plus de puissance paternelle ni de correction domestique. Les parents ne reçoivent le droit d'élever leurs enfants qu'à la condition de rester fidèles aux principes révolutionnaires ; s'ils ne remplissent pas leur tâche selon le vœu du législateur l'Etat lui-même par l'intermédiaire des organes de tutelle et de curatelle prendra en main la direction morale, intellectuelle et matérielle de l'enfant; ils doivent «prendre soin de la personne des enfants mineurs, veiller à leur éducation et à leur préparation en vue d'une activité sociale utile» (Article 41). Derrière cette expression se cache le souci du législateur d'assurer l'éducation politique des enfants pour qu'ils soient de bons enfants, mais surtout de bons citoyens, de bons communistes.

A cet égard les parents sont les délégués de l'Etat, les représentants auprès de leurs enfants des maîtres politiques. Un jour viendra où l'Etat seul assurera l'éducation. Pour le moment, vaincu par les nécessités budgétaires, il ne peut y songer. Il confie aux parents la mission qu'en principe il s'est réservée. Mais il n'est pas sans méfiance; il ne s'agit plus pour l'Etat comme dans toutes les législations que nous avons étudiées, d'empêcher la corruption des enfants, ou de les amender, il faut assurer avant tout leur éducation politique.

Aussi un contrôle vigilant est-il exercé sur les parents; ils ne peuvent interdire à leurs enfants d'entrer dans des organisations politique ou même simplement phy-

(1) Goichbarg. Vie économique des Soviets, 20 mars 1927.

siques. Aussi le droit d'éducation est entièrement soumis à l'appréciation des tribunaux et organes de tutelle. Quand un tribunal voudra il pourra toujours trouver une cause légale à l'interdiction par lui prononcée contre des parents d'élever leurs enfants, il suffit qu'il estime que les parents «ne se conforment pas aux lois.»
(1)

L'étude des législations précédentes nous a montré qu'une évolution s'était produite dans le sens de l'intervention toujours plus grande et du contrôle toujours plus serré de l'Etat dans l'éducation des enfants, mais le but de cette intervention et de ce contrôle est d'obtenir des sujets sains physiquement et moralement; dans la législation soviétique, il s'agit avant tout de «faire des communistes» d'assurer au régime des partisans fanatiques, et tous les moyens sont bons.

PROJETS DE REFORME:

Le décret-loi de 1935 a réalisé une réforme importante, il a donné au président du tribunal un pouvoir très étendu, qui consiste à fixer l'établissement auquel sera confié le mineur, et qui sera susceptible d'assurer le plus efficacement possible son redressement. Mais il faudrait qu'il pût statuer en toute connaissance de cause, une enquête ordinaire est insuffisante mais elle pourrait être utilement complétée par le rapport d'un délégué qui visiterait à plusieurs reprises l'enfant et sa famille, qui renseignerait utilement le président sur le caractère de l'enfant. Ce délégué existe déjà en droit pénal, il a été institué par la loi du 22 juillet 1912; en cas d'information ouverte contre un mineur le juge d'instruction qui a cependant de nombreux moyens d'investigation, peut en désigner un, ce qu'il fait fréquemment. Son rapport éclaire souvent le juge sur la culpabilité du mineur, explique les raisons qui l'ont poussé à accomplir son acte, et le tribunal s'en inspirera pour la décision à prendre; souvent aussi, le délégué ayant in-

(1) Chaplet Pierre. La famille et le droit des personnes dans la législation soviétique. Thèse, Rennes 1929.

diqué la mesure qu'il estime convenir le mieux au mineur, son avis est adopté par le tribunal qui l'homologue surement et simplement.

Si les résultats de l'enquête sont défavorables au père, si le rapport du délégué est favorable à l'enfant et conclut à l'inutilité d'une mesure de redressement qui ne se justifie pas du tout, pourquoi permettre au père de maintenir sa demande et imposer au président du tribunal d'y déférer ! Toute mesure prise à l'égard d'un enfant sans reproche ne peut que le révolter et elle risque de se retourner contre son père lui-même. Dans ces conditions le placement par voie d'autorité ne se conçoit pas et doit être supprimé.

D'autre part, les nécessités de l'époque actuelle résultant de la désorganisation de la famille et du relâchement des mœurs commandent que le droit de placement soit exercé le plus possible à l'encontre des mineurs dont la conduite est mauvaise; pour assurer un exercice plus fréquent, la première mesure qui s'impose est d'accorder le droit de placement à toute personne qui a la garde de l'enfant.

Cette tendance s'est manifestée dans le décret-loi du 30 Octobre 1935 modifiant l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889; il y aurait lieu d'étendre les mesures qu'il prévoit à des cas plus nombreux et de permettre au président d'édicter des mesures de placement si les «mesures de surveillance ou d'assistance éducative» se révèlent impuissantes.

Ces réformes pourraient être réalisées facilement.

Il en est une enfin qui présente infiniment plus de difficultés, c'est la création, à l'instigation de la Belgique et des Etats-Unis du juge unique des enfants, statuant soit en matière pénale, soit en matière civile. L'utilité d'une pareille institution ne se discute plus. En effet, à l'heure actuelle, le président du tribunal civil, principalement dans les grandes villes et c'est là que la question du placement des mineurs se pose le plus souvent, est un magistrat astreint à de multiples occupations, plus absorbantes les unes que les autres. Le contrôle

du droit de placement est donc considéré par lui comme une tâche accessoire à laquelle il a très peu de temps à consacrer. Il importe donc de lui substituer un juge spécialisé, qui aura pour seule mission de s'occuper de l'enfance, de lui consacrer toute son activité et son enthousiasme. Par sa spécialisation ce juge unique (car nous l'avons déjà dit, l'enfant s'ouvrira plus facilement à un juge qu'à plusieurs), acquerra une connaissance approfondie de la psychologie infantile. Le juge qui s'adonnera de toute son âme à sa mission, parviendra à développer les bonnes aspirations de l'enfant, à combattre ses mauvais penchants, en faisant appel à son énergie. Enfin il pourra prendre à l'égard de l'enfant toute mesure qu'il jugera utile et pourra toujours la modifier.

Les réformes apportées par le décret-loi et celles que nous proposons tendent à assurer à l'Etat un droit d'intervention de plus en plus absolu; mais il est des considérations qu'on ne saurait oublier: l'éducation d'un enfant appelle le regard attendri de ceux qui lui ont donné le jour. Il y a dans le cœur d'une mère, dans la volonté vigilante d'un père, une intelligence, une compréhension faites à la fois de prudence craintive, de fermeté, de sollicitude. Ce sentiment qui est au fond de notre nature ne se remplace pas.

Lu et approuvé,
Montpellier le 5 Décembre 1936
Le Président de la Thèse :

E. BECQUE.

Montpellier le 6 Décembre 1936
Vu, le Doyen : G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer
Montpellier le 8 Décembre 1936
Le Recteur: TAILLIART.

BIBLIOGRAPHIE

I) Ouvrages généraux :

- COLIN et CAPITANT. *Droit civil*, 6^e édition, 1930. Tome I.
CUCHE. *Traité de science et de législation pénitentiaires*, 1905.
DEMANTE. *Cours de code civil* 1881. Tome IX.
DEMCLOMBE. *Cours de code Napoléon* 1870. Tome VI.
FENET. *Travaux Préparatoires du code civil* 1827, tome X.
GARRAUD. *Précis de droit criminel*, 15^e édition, 1934.
GIRARD *Manuel élémentaire de droit romain*, 6^e édition 1918.
GUILLOT. *Les Prisons de Paris* 1890.
JOSSEAND. *Droit civil*. Tome I 1930. Supplément 1936.
LAFERRIÈRE. *Histoire du Droit français* 1838.
LEHR. *Droit civil anglais* 1885.
LEHR. *Eléments de Droit civil germanique* 1875.
TAUDIÈRE. *De la puissance paternelle* 1898.
VELGE. *La protection de l'enfance en Belgique* 1919.
VIDAL ET MAGNOL. *Cours de Droit Criminel et de Science pénitentiaire*, 8^e édition 1935.

II) Thèses de doctorat :

- ANIZON. *Le Droit de garde et de correction: thèse Paris* 1904.
BÉNECHIE. *Protection de l'enfance. Etude historique de la puissance paternelle et de la condition de l'enfant dans la famille. Thèse Toulouse* 1913.
BÉRAUD. *Le Droit de puissance paternelle dans le Code civil et depuis le Code civil. Thèse Montpellier* 1912.
BOUDET. *Restrictions successives à la puissance paternelle. Thèse Paris* 1895.
CHAPLET. *La famille et le droit des personnes dans la législation soviétique. Thèse Rennes* 1929.

COSTE. *Modification et révocation des mesures de garde et d'éducation. Thèse Lyon 1933.*

GASTAMBIDE. *L'enfant devant la famille et l'état. Thèse Paris 1902.*

MASSON. *La puissance paternelle et la famille sous la Révolution. Thèse Paris 1911.*

PLANTEAU DU MAROUSSEM. *Contrôle de la justice sur les Droits de correction paternelle et d'éducation. Thèse Paris 1887.*

SAMARAN. *Les pupilles de l'assistance publique. Thèse Paris 1907.*

TERRIN. *Contrôle judiciaire de la puissance paternelle sur la personne des enfants. Thèse Paris 1934.*

III) Articles de Revues :

Annuaire de législation étrangère : 1908, 1912, 1932.

Lois nouvelles : 1935.

Revue pénitentiaire 1893, 1894, 1901, 1912.

Table des Matières

INTRODUCTION

Introduction	5
Généralités et historique	5

PREMIÈRE PARTIE

L'évolution depuis le code de 1804 jusqu'au décret-loi	21
--	----

CHAPITRE I.

Les critiques soulevées par les dispositions du code de 1804. L'œuvre de la pratique	23
--	----

CHAPITRE II

Pupilles difficiles ou vicieux de l'assistance publique. Mineurs prostitués	32
--	----

CHAPITRE III

Les propositions de modifications législatives de MM. Besnard et Martin	45
---	----

CHAPITRE IV

La législation répressive moderne de l'enfance et la réforme de droit de correction	55
---	----

DEUXIEME PARTIE

Le décret-loi du 30 Octobre 1935. Placement de l'enfant dans une maison d'éducation appropriée.	61
---	----

CHAPITRE I

Personnes investies du droit de faire ordonner le placement	69
---	----

CHAPITRE II

Mode d'exercice	82
-----------------------	----

CONCLUSION

Droit comparé. — Projets de réformes	91
Bibliographie	107
